

LE
MONDE

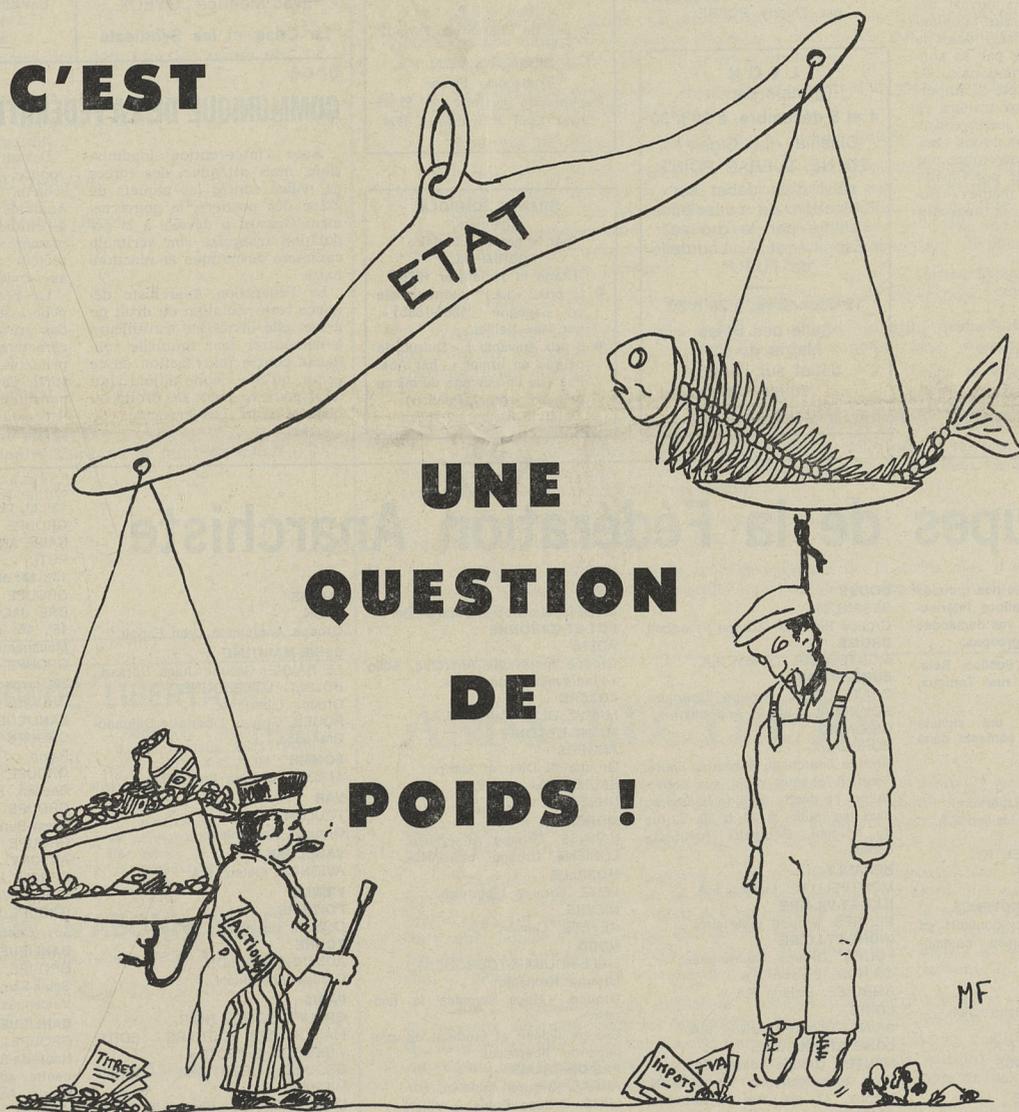
libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 207 — DECEMBRE 1974 — Prix 3 F

L'INFLATION ?

C'EST



FOP 2520

activités de la fédération anarchiste

COURS DU GROUPE

LOUISE-MICHEL

10, rue Robert-Planquette,
à 20 h 30

Jeu 7 novembre devait avoir lieu un cours sur la pensée de Kropotkine animé par R. Hagnauer. Pour des raisons de santé, ce camarade n'a pu venir faire cet exposé. Avec l'aide de sympathisants, le groupe a organisé un colloque sur la vie et l'œuvre de Kropotkine.

Jeu 14 novembre, nous avons fait un cours sur les propagandes par le fait qui a été suivi par un débat fort animé, ce sujet intéressant énormément les anarchistes.

Bernard Thomas a clôturé le thème de ce mois par une conférence sur les provocations policières dans le mouvement ouvrier.

Cette conférence fut très intéressante et nous a apporté un certain nombre de renseignements.

Maurice Joyeux a ouvert notre série de cours sur l'implantation des anarchistes dans le mouvement ouvrier par sa conférence sur l'Internationale. Ce mouvement ayant été si important, Maurice Joyeux traitera ce sujet pendant deux jeudis consécutifs. Nous terminerons nos cours du mois de décembre par une conférence faite par Gaston Leval ayant pour thème : « Socialisme libertaire et anarchisme ».

Jeu 5 décembre :

La 1^{re} Internationale (2^e partie) par Maurice Joyeux.

Jeu 12 décembre :

Bakounine, par J. Toublet

Jeu 19 décembre :

Socialisme libertaire et anarchisme, une conférence de Gaston Leval (auteur du livre : « L'Espagne Libertaire »).

Jeu 9 janvier :

Les syndicats en France, par Roland Bosdeveix.

COLLOQUES-DEBATS

le Samedi après-midi à 17 h 30
au local
du groupe Louise-Michel
10, rue Robert-Planquette
75018 PARIS

Métro : Blanche ou Abbesses

— SAMEDI 7 DECEMBRE

● LA POLLUTION DES EAUX
par Norbert BUFFARD

— SAMEDI 14 DECEMBRE

● LE FOLK-SONG
par le groupe
« SUBURB'S FOLK-BOYS »
(Dallas Rag, Tenesse Blues,
Musique Cajun...)

— SAMEDI 21 et 28 DECEMBRE

● PAS DE COLLOQUE
Le local restera fermé

— SAMEDI 4 JANVIER 1975

● MINORITES ET SYNDICATS
par Thierry PORRE

LYON

(groupe Espoir)

4 et 5 décembre, à 20 h 30

Cinéma « La Cigale »
TU NE TUERAS POINT
suivi d'un débat sur
l'objection de conscience
animé par le groupe
« Espoir » et A. Lourdele
de l'U.P.F.

12 décembre, à 20 h 30

Salle des Fêtes
Mairie du VI^e
débat sur l'armée
animé par
Maurice LAISANT

GESTION DIRECTE

Organe de la fédération
des Postiers
de la Fédération Anarchiste
Pour tous renseignements
s'adresser Librairie PUBLICO
RELATIONS INTERIEURES
3, rue Ternaux, 75011 Paris

« LES ANARCHISTES
ET LA GUERRE
EN PALESTINE »,
par Maurice JOYEUX
Prix : 8 F
Editions LA RUE

Le directeur de la publication
Maurice Laisant

Imp. « E.P. »

232, rue de Charenton, Paris-12^e

Diffusion S.A.E.M.

Transports Presse

Commission paritaire : N° 56.635

Dépôt légal 3^e trimestre 1974

GRANDE TOMBOLA

organisée
par le groupe libertaire
GERMINAL

Tirage le 18 janvier 1975

- 1^{er} prix : « La 1^{re} Internationale en Espagne (1868-1888) », par Max Nettlau.
 - 5 prix suivants : « Durruti, le peuple en armes », par Abel Paz (ou un ouvrage du même prix, en vente à Publico).
- Billets 5 francs à Publico

Nous réunissons, en vue d'une exposition sur le centenaire de la mort de Bakounine, tous les éléments, manuscrits, photos, affiches, susceptibles de nous intéresser. Si des copains possèdent de tels documents, qu'ils nous les communiquent.

VIENT DE PARAITRE

Michel Bakounine
ŒUVRES COMPLETES
(vol. 2)
« L'Italie 1871-1872 »
Prix : 60 F
Editions Champ Libre

VIENT DE PARAITRE

E. Reclus / G. Guyon

L'ANARCHIE ET L'EGLISE

Edité par le groupe PROUDHON

BESANÇON

Groupe Proudhon

10 janvier

Salle Battant

Meeting

avec Maurice JOYEUX

La Crise et les Syndicats

PRÈS DE NOUS

AMIS DE HAN RYNER

Réunion DIMANCHE 8 DECEMBRE
à 15 h 30

Salle des « Amis »

114 bis, rue de Vaugirard

Causerie de Louis SIMON :

« Socrate et les Socratiques, d'après les critiques récents, d'après Han Ryner. »

Une discussion amicale suivra.

Invitation cordiale

aux sympathisants.

COMMUNIQUÉ DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Avec l'intervention inadmissible, mais attendue, des forces de police contre les piquets de grève des postiers, le gouvernement Giscard a dévoilé à la population française son véritable caractère despotique et réactionnaire.

La Fédération Anarchiste dénonce cette violation du droit de grève, elle invite les travailleurs à démontrer leur mutuelle solidarité contre toute action de ce genre, qu'elle vienne aujourd'hui d'un gouvernement de droite, ou demain d'un gouvernement de gauche.

Devant la généralisation, provoquée, des revendications du secteur public, la Fédération Anarchiste invite les travailleurs à étudier, dès maintenant, la manière de gérer eux-mêmes le secteur tertiaire, avec l'aide et au service du public.

La Fédération Anarchiste appelle à la généralisation radicale des grèves, en leur donnant un caractère gestionnaire et expropriateur. C'est la seule façon de sortir de l'impasse dans laquelle nous ont mené les Etats socialistes ou capitalistes.

FEDERATION ANARCHISTE.

Groupes de la Fédération Anarchiste

Prenez contact avec nos groupes en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront vos demandes aux secrétaires des groupes.

Ecrire à Librairie Publico, Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Certains groupes ont signalé leurs adresses pour contacts dans la liste qui suit.

AIN

OYONNAX. Groupe Libertaire.

BOURG-EN-BRESSE. Liaison F.A.

ALLIER

MONTLUÇON-COMMENTRY.

Groupe Anarchiste.

VICHY. Liaison F.A.

ALPES-DE-HAUTES-PROVENCE

Liaisons Anarchistes. Contacts et informations. Problèmes communautaires.

ALPES-MARITIMES

NICE.

Groupe Anarchiste Insurrection.

BOUCHES-DU-RHONE

MARTIGUES. Liaison F.A.

SALON DE PROVENCE.

Liaison F.A.

CHARENTE-MARITIME

SAINTE-S.

Groupe Libertaire Louis Lecoin.

LA ROCHELLE. Groupe Anarchiste.

CHER

VIERZON. Liaison F.A.

COTE-D'OR

DIJON.

Groupe Libertaire Sébastien Faure.

GUINGUAMP. Présence Anarchiste.

DOUBS

BESANÇON

Groupe Bisontin. Groupe Proudhon.

DROME

MONTÉLIMAR. Liaison F.A.

EURE-ET-LOIR

CHATEAUDUN. Groupe Libertaire.

BONNEVAL. Liaison Anarchiste.

GIRONDE

BORDEAUX.

Groupe Anarchiste Sébastien Faure.

Réunion chaque mois sur convocation. Le cercle d'étude libertaire ; tous les jeudis à 21 h 30, 7, rue du Muguet, Bordeaux (causerie-débat).

HERAULT

MONTPELLIER. Liaison F.A.

ILLE-ET-VILAINE

RENNES. Groupe Libertaire.

INDRE-ET-LOIRE

TOURS. Groupe Tourangeau.

CHINON. Liaison F.A.

AMBOISE. Liaison F.A.

LOIRE

SAINT-ETIENNE. Liaison F.A.

LOIRE-ATLANTIQUE

NANTES. Groupe Anarchiste.

Pour tous contacts écrire à N.

Leroux, 47 bis, rue H-Barbusse,

44400 Rezé.

Groupe Gaston Couté. Pour tous contacts écrire à Georges Piou,

194, rue Jouaud, 44400 Rezé.

LA BAULE. Liaison F.A.

LOIR-ET-CHER

VENDOME. Liaison F.A.

BLOIS. Groupe Anarchiste.

MER. Liaison F.A.

LOT

GOURDON. Groupe Anarchiste.

LOT-ET-GARONNE

AGEN.

Groupe Incredable Anarchie, édite

« L'Incredable anarchie ».

LOZERE

MARVEJOLS. Liaison F.A.

MAINE-ET-LOIRE

ANGERS.

Groupe ni Dieu ni Maître.

SAUMUR. Liaison F.A.

DURETAL. Liaison F.A.

MORBIHAN

VANNES. Groupe Anarchiste.

LORIENT. Groupe Anarchiste.

MOSELLE

METZ. Groupe Libertaire.

NIEVRE

NEVERS. Liaison F.A.

NORD

LILLE-ROUBAIX-TOURCOING.

Groupe Kronstadt.

Groupe « Nous sommes la tem-
pête ».

Groupe lycéen et étudiant de pro-
pagande libertaire.

PAS-DE-CALAIS

ARRAS. Groupe Artésien.

LENS. Groupe François Villon.

PUY-DE-DOME

CLERMONT-FERRAND.

Liaison F.A.

PYRENEES-ATLANTIQUES

BAYONNE-BIARRITZ.

Groupe Anarchiste.

PYRENEES-ORIENTALES

PERPIGNAN.

Groupe l'Intransigeant.

RHONE

LYON.

Groupe Anarchiste Lyon Espoir.

SEINE-MARITIME

LE HAVRE. Groupe Jules Durand.

BOLBEC LILLEBONNE.

Groupe Libertaire.

ROUEN. Groupe Libertaire Delgado-
Granados.

SOMME

AMIENS. Groupe Anarchiste.

VAR

TOULON.

Groupe Anarchiste.

VAUCLUSE

AVIGNON. Liaison F.A.

VIENNE

POITIERS.

Collectif libertaire.

YONNE

AUXERRE-AVALLON.

Groupe Anarchiste.

PARIS

GROUPE SOLEIL NOIR.

LIAISON DES POSTIERS - EDITE

« GESTION DIRECTE ».

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-
MICHEL.

Local, 10, rue Planquette (rue
Lepic), Paris-18^e, métro BLANCHE

ou ABESESSES. Permanence assurée

par les militants du groupe, chaque

samedi à partir de 17 h. Contact

avec les militants. Colloques. Pour

tous renseignements, écrire à :

Maurice JOYEUX, 24, rue Paur-

Albert, Paris-18^e ou téléphoner au

076-57-89.

13^e, 5^e, 11^e arrondissements

GROUPE ACTION REVOLUTION-
NAIRE ANARCHISTE ASCASO DUR-
RUTI.

13^e, 14^e arrondissements

GROUPE ANARCHISTE ALEXAN-
DRE JACOB.

15^e, 16^e arrondissements, Issy-les-

Moulineux, Meudon

GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL

20^e arrondissement

GROUPE LYCEEN ANARCHISTE

BANLIEUE SUD

GROUPE KROPOTKINE - Bourg-la-

Reine.

GROUPE NI DIEU NI MAITRE -

Cachan, Bagneux.

GROUPE ANARCHISTE.

Orsay-Bures

GROUPE LIBERTAIRE FRESNES-

ANTONY.

CERCLE LIBERTAIRE RHONE-POU-

LENC - Vitry-sur-Seine.

GROUPE NESTOR MAKHNO - Bru-

noy, Chennevières.

BANLIEUE EST

GROUPE ANARCHISTE VOLINE -

Seine-Saint-Denis Sud.

Vincennes.

BANLIEUE NORD

GROUPE LA BOETIE - Nord des

Hauts-de-Seine - Accueil : salle du

centre administratif, place de la

Mairie, Asnières, 2^e et 4^e mercredi

du mois, à 20 h 30.

GROUPE ANARCHISTE DE POISSY

- en formation.

TRESORERIE

ENVOYEE VOS FONDS A :

Maurice DALMENECHES

C.C.P. 14 277 86 PARIS.

SOMMAIRE

N° 207

Décembre 1974

	Pages
EDITORIAL	3
Les cocottes en papier	3
EN DEHORS DES CLOUS	
Ah! La bonne armée	4
par le Père Peinard	
Les carpes	4
par Carmen	
ANTIMILITARISME	
Soldats de gauche	5
par P.V. Berthier	
Où il est encore question d'intérêt national	5
par Eric	
Congrès de l'Union Pacifiste	4
par M.L.	
ACTUALITES ECONOMIQUES	
Les nouveaux disponibles	6
par Francis Agry	
La crise qui approche	6
par J.L. Richard	
ETUDES	
La lutte révolutionnaire doit déborder les partis et les syndicats	8-9-10
par Maurice Joyeux	
Crise économique - Crise de société	16
par Emile Renaudin	
SUR LE FRONT DU TRAVAIL	
Grève au téléphone	10
par le Groupe Marius Jacob	
Voir clair et parler net	11
par Montluc	
SPECTACLES	
Ouvrez le feu	13
par L.A.E.F.A.	
Buffet-Bontems	13
par Maurice Laisant	
CLASSIQUE DE L'ANARCHIE	
A propos du 40 ^e anniversaire de la mort de Erich Mühsam	13
par Augustin Souchy	
LITTERATURE	
Le livre du mois	14
par Maurice Joyeux	
Librairie	15

LE MONDE LIBERTAIRE

à adresser à LIBRAIRIE PUBLICO
Compte postal Paris 11289-15

Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, 75011 PARIS
Tél. 805.34.08

Prix de l'abonnement

France :
6 numéros 15 F
12 numéros 30 F
sous pli fermé :
6 numéros 22,20 F
12 numéros 44,40 F

Etranger :
6 numéros 19 F
12 numéros 38 F
Par avion :
6 numéros 24 F
12 numéros 48 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux, 75011 PARIS

Nom :

Prénoms :

Adresse :

Code postal :

A partir du numéro

Abonnement

Réabonnement

Joignez le règlement à votre demande :

Chèque postal

Chèque bancaire

Mandat-Lettre

EDITO

LES COCOTTES EN PAPIER

Souvenez-vous.

C'était il y a quelque huit mois.

Les Français étaient alors déchirés par la grave question de savoir qui ils allaient mettre au pouvoir.

Tout leur avenir en dépendait.

Leur président serait-il assez sérieux, assez représentatif aux yeux des nations étrangères, aurait-il assez d'universalité pour, durant sept années, répondre aux profondes préoccupations d'un cheptel de cinquante millions de têtes de pipes ?

La chose était d'importance.

N'avons-nous pas entendu des composants de ce bétail humain se plaindre avec amertume que « René Dumont ne sache pas parler d'autre chose que d'écologie » ?

Grâce au ciel... et aux électeurs celui qu'on a mis au pinacle ne fait pas montre d'une pareille indigence et, comme Térence, « rien de ce qui est humain ne lui est étranger », pas même le maniement du piano à bretelles.

Ajoutons que ceux dont, avec le discernement d'un esprit supérieur, il a su s'entourer sont dignes d'un pareil patron.

Pour qui en doutait, la preuve vient d'en être donnée.

Parmi les profonds problèmes dont la résolution doit causer des migraines à nos ministrables, celui de la confection des cocottes en papier tient une place de choix.

Quels seraient les mérites d'un chef de gouvernement incapable, durant la lecture d'un discours parlementaire, d'en pouvoir confectionner, et quelle marque de génie, tout en écoutant (?) le ronronnement d'un rapport de commission, de plier le papier et faire une basse-cour de son pupitre !

En vérité la chance du peuple français passe ses espérances.

Avant que de déposer dans l'urne le solennel bulletin, qui allait décider du sort des citoyens nés ou à naître, lequel avait prévu, supposé, rêvé, supputé de pareils dons chez les futurs édiles ?

Devant le sérieux et les connaissances encyclopédiques de nos élus, les anarchistes vont maintenant se trouver sans voix pour faire le procès du parlementarisme.

« Honteux et confus » comme le corbeau de la fable, il ne leur restera plus qu'à demander, aux candidats au suffrage universel, de compléter leur profession de foi par cette émouvante et patriotique déclaration :

« Et de plus, je sais faire des cocottes en papier », ce qui rappellera à tous que le coq gaulois est le totem de notre pays.

Moyennant quoi, le peuple le plus spirituel de la terre, fier d'avoir si bien placé sa confiance, pourra dormir tranquille sur l'utilisation des biens publics confiés aux mains de pareilles compétences.

AMIS LECTEURS

La grève de nos camarades postiers dont nous avons soutenu la lutte dès le début, a paralysé le mois dernier la diffusion du journal aux abonnés et aux groupes. Celui-ci même risque également de subir, quant à son acheminement, quelques retards, imputables au surcroît de travail qui subsiste dans ce service public.

Cela ne va pas sans augmenter nos problèmes financiers, car vous n'ignorez pas que, durant ce mois, très peu de rentrées furent opérées alors que nos charges se sont maintenues. La mévente à la criée des groupes de province se traduit par une perte sèche. Plus que jamais nous avons besoin de votre concours pour rééquilibrer notre budget passablement déficitaire le mois précédent. Pour bien faire, mettez les bouchées doubles et, dès ce mois-ci, pour tous nos groupes, multipliez par deux la vente du journal.

La résorption de ces difficultés passagères peut être résolue si vous nous fournissez les moyens adéquats pour les surmonter. Le Monde libertaire doit vivre et il le pourra d'autant mieux que vous l'appuieriez toujours plus fermement. La coalition de nos ennemis de toutes sortes apparaîtra d'autant plus fragile que nous saurons encore une fois leur démontrer nos capacités à nous doter des moyens à la hauteur de nos idées.

Les Administrateurs :

Roland BOSDEVEIX - François GARCIA.

P.S. Afin de ne pas rompre la collection de nos abonnés, nous leur enverrons le numéro du mois de novembre séparément de celui-ci. Si quelques amis abonnés ne recevaient pas ces numéros, veuillez nous le signaler.

EN DEHORS DES CLOUS...

LE PÈRE PEINARD



AH ! LA BONNE ARMÉE...

Spinola ! on l'a brûlé au bûcher des gauchistes.

Le bon général, défenseur de la gauche portugaise, était devenu un méchant traître. Tiens ? les marxiens commencent à se poser des questions sur le bien-fondé de l'armée populaire ? Mais non !... Mais non ! Gosta Gomes lui, y'a bon... général.

C'est rudement bath l'armée populaire ! Le symbole de la vertu. On éteint quelques cerveaux, on conduit quelques êtres tout à fait sains à suivre, vils et lâches, les accapareurs du pouvoir. On étouffe quelques consciences et on façonne des résignés à perpétuité aux capitalistes d'Etat.

Oui ! Mais... faut prendre position dans une guerre comme le conflit israélo-arabe. C'est facile. Puisqu'on défend les émigrés arabes en France (très bien), on tuera tous les affreux droitistes-capitalistes-sémito-américains. Ah, la bonne armée ! Il y a quelque chose de pourri au royaume de marxisterie parce que dans c't'armée y'a des S.S. Mais non, mais si ! Manque de pot ; même qu'ils donneraient le « Mein Kampf » à des pauvres Arabes heureux, comme bible de pacification...

— Cher Hitler, je vous salue de tout cœur. Vous avez subi une défaite, mais on doit vous considérer comme victorieux. Il n'y aura pas de paix tant que l'Allemagne ne regagnera pas la première place dans le monde. Votre erreur principale fut d'avoir ouvert trop de fronts, mais tout est excusé, puisque vous êtes un brillant exemple de foi dans la patrie et le peuple. Vous êtes éternel. Et nous ne serions par surpris de vous revoir à nouveau, ou de voir un second Hitler surgir en Allemagne.

Ainsi parlait « Zara » Anwar El Sadat, colonel de l'armée égyptienne.

Des vrais S.S. ? On en trouve à la pelle dans les pays arabes, surtout en Egypte où Nasser et ses successeurs les ont accueillis les bras ouverts. Parmi eux, on a le choix entre « experts nazis », tortionnaires avérés, pontes de la Gestapo, médecins des « fameux » camps de concentration, etc... Tout ce beau monde vit en toute quiétude, loge dans des palais somptueux, assume les fonctions de garde du corps de chefs d'Etat arabes, cadres idéologiques et militaires de la bonne armée libératrice et émancipatrice d'un peuple opprimé !!!

Citons au hasard quelques noms tels que Wilhem Voss, Eugen Eichberger, Schmaltisch, Friedrich Karl Wesermann (intellectuel, expert en théorie raciale), Franz Brienne, etc.

J'arrête là la liste... elle serait trop longue mais y'en a une sacrée tripotée.

Alors l'armée populaire des Marx Brothers, toujours pour la bonne cause ?

Moi, je voyais ça plutôt comme n'importe quelle autre armée.

Une broyeuse d'individus, la cause directe des tueries et l'ordonneuse des esclaves au service des privilégiés, capitalistes ou marxistes.

Par elle à toutes les armées, j'ai pensais inefficace donc inutile, dangereuse, avilissante et ruineuse pour les travailleurs.

Je croyais que cette armée, comme les autres, ne donnait que des vaincus : le peuple.

Mais p'têt'e que j'suis pas dans la ligne.

Le père peinard.

LES CARPES

Un révolutionnaire ne peut qu'approuver et appuyer les grèves et luttes menées par les salariés, les exploités de tous les secteurs, pour parler de révolution.

Or, en ce moment où l'ordre archiste est mis sens dessus dessous par tous les travailleurs, on peut chercher à la loupe ceux qui proposent des solutions viables et révolutionnaires.

Toutes les grandes gueules de gauche préfèrent simuler une mécontente dans leurs opinions, leurs optiques au moment où cela devrait être secondaire devant la gravité de la situation ! On ne retrouve nulle part les échos de révolte et de colère qui précèdent toute catastrophe économique, toute révolution.

D'ailleurs, il est curieux de constater comme la grogne est contagieuse, mais sans tapage, presque respectueuse.

Tout semble bien se passer. On s'habitue à ne plus regarder sa boîte aux lettres en entrant dans son immeuble, on ne s'étonne pas devant les montagnes d'ordures devant les portes, on a les bougies et le camping-gaz à portée de main, on s'arrange pour les transports... bref, on attend sagement que ça s'arrange, comme d'habitude. So-disant que c'est l'Etat qui doit céder !

Mais face à cette pagaille, l'Etat nous nargue, fait comme si rien n'était... On voit Giscard partir sous l'eau en sous-

marin nucléaire, pour bien nous signifier qu'en fait le plus important reste la force de frappe, même s'il l'a baptisée force de dissuasion... C'est sans doute aussi en riposte au récent échec nucléaire japonais (1) qu'il s'est montré aussi intrépide pour partager durant quelques heures la vie modeste des guerriers marins...

On voit à la chambre des députés un Poniatowski taquiner un Duclos sur le fascisme communiste, alors qu'il ordonne des ratissages policiers nocturnes afin de passer au peigne fin la population de Paris. Fascistes, ils le sont tous les deux, au nom des partis qu'ils représentent, et Duclos était bien comique en rappelant les noms des résistants tués par les Allemands, lui et ses copains qui embrassaient les Américains à la libération, pour les traiter d'ordures ensuite et approuver les chars écrasant le peuple de Tchécoslovaquie !

Mais tout ce cirque public ne peut cacher l'évidence...

L'Etat est incapable d'organiser une société juste et libre, dans l'économie et la justice.

Après s'être plongé dans un fatras de revendications, attendre que les solutions viennent d'en haut, c'est attendre que là-haut on s'organise pour ne rien changer mais réformer tout juste assez pour que le calme revienne.

La grève gestionnaire et expropriatrice est le moyen par lequel les travailleurs pourront obtenir le bénéfice de l'égalité des salaires et du travail à accomplir.

Faire la grève et attendre que les syndicats fassent pour le mieux après quelques promenades de Bastille à République, ça n'est payant que pour les marchands de chaussures.

« Le travail doit être réparti entre tous, égalitairement. Le produit du travail doit être réparti entre tous, égalitairement. Résultat, les citoyens travailleraient 4 heures par jour. »

Par ces mots, Proudhon est plus que jamais d'actualité, et c'est peut-être une bonne chose pour tous les grévistes lassés des bobards à la Maire, à la Séguoy ou à la Bergeron, de lire son œuvre.

CARMEN.

(1) 60 marins étaient à bord d'un cargo expérimental à propulsion nucléaire. Le moteur a foiré, l'équipage a subi les émanations radioactives. On ne sait dans quel état et pour quel avenir ces 60 matelots ont été récupérés...

Ce n'est pas le moment de venir raconter que l'énergie nucléaire peut faire de la victime, alors qu'on veut nous la faire adopter officiellement !

LE CONGRÈS DE L'UNION PACIFISTE

Malgré la grève des postes et l'improbabilité des horaires ferroviaires, une centaine de délégués participait au congrès de nos amis pacifistes, où la section locale avait préparé leur accueil, dans les locaux de l'université d'Orléans.

Quelles novations a-t-on décidées ?

Aucune à vrai dire en ce qui concerne la finalité de leur lutte, et nous ne saurions trop les en féliciter et nous en féliciter.

Il n'est pas question pour eux d'opérer de savantes entorses à leur pacifisme intégral.

Il n'est pas question pour eux de limiter leur antimilitarisme à celui d'une armée bourgeoise ou capitaliste.

C'est contre toutes les armées, ou plutôt contre l'armée tout court, qu'ils opposent leur veto.

La conclusion de l'article de Raymond Rageau résume assez heureusement le problème :

« Parce qu'il n'y aura plus d'ar-

mée. Ni bourgeoise ni populaire. Et ce jour-là, le jour du désarmement, la Révolution (tu peux mettre une majuscule camarade typo) sera enfin réalisée, ou, en tout cas, sur la bonne voie... N'en déplaise à certains « révolutionnaires » professionnels, qui alors, seront au chômage. Comme de vulgaires Dassault. »

En revanche, dans le domaine de la stratégie, le congrès a décidé de reprendre plus activement la campagne pour le désarmement unilatéral, et de poursuivre et multiplier les contacts avec les milieux ouvriers et syndicaux qui, précisément, pourront ouvrir une audience et permettre de faire entendre au peuple que cette armée qui ne le protégera pas en temps de guerre, le ruine en temps de paix et risque de lui tirer dessus en temps de grève.

D'autre part, la lecture du message adressé par Joël Gochot (relations extérieures) au nom de la Fédération anarchiste a été accueillie avec sympathie.

Nous ne doutons pas qu'au cours

des luttes qui nous attendent, nous nous retrouverons souvent au coude à coude avec nos camarades de l'Union pacifiste.

M. L...

La Fédération anarchiste adresse à l'ensemble du congrès de l'U.P.F. l'expression de son amical soutien dans la lutte antimilitariste et pacifiste qui nous est commune.

Elle espère que nos militants sentent, à l'appel de l'I.R.G., au congrès antimilitariste européen qui s'est tenu à Bruxelles et où elle a défendu ses propres positions.

Elle espère que nos militants respectifs se retrouvent, plus que par le passé, dans cette lutte commune contre toutes les armées et pour une société de liberté.

Secrétariat aux relations extérieures de la Fédération anarchiste.



SOLDATS DE GAUCHE

Notre antimilitarisme immémorial est fortement attaqué en ces temps-ci par d'aucuns qui se réfèrent à quelques événements survenus en divers pays.

« Vous prétendiez, me dit Godelure, que nul gouvernement de gauche n'avait de chances de durer longtemps s'il allait trop loin dans la voie des concessions aux exigences populaires, parce que les milieux privilégiés le feraient renverser inévitablement par l'armée dont les cadres sont à leur dévotion. »

— Oui, avoué-je, nous avons écrit cela souvent, et les faits nous ont maintes fois donné raison. Le cas le plus tragique fut le soulèvement franquiste en 1936, et le cas le plus récent est le coup d'Etat de Pinochet au Chili. Mais combien d'autres épisodes du même genre nous pourrions citer ! En France même, c'est un putsch militaire qui, en 1958, renversa Pflimlin, dont le gouvernement n'était certes point axé à gauche, mais que les colonialistes suspectaient, probablement à tort, de vouloir ouvrir des pourparlers de paix en Algérie, conformément aux vœux de la plupart des Français.

— Sans doute, dit Godelure, mais, sur ce seul point déjà, je pourrais vous contrer, puisque le soldat maurassien que ce putsch mit au pouvoir finit par entamer ces mêmes pourparlers et par conclure la paix. Toutefois, c'est à l'étranger que je vais vous indiquer des exemples qui ruinent votre préjugé antimilitariste : sans parler de la politique de gauche menée par des gouvernements sud-américains à prédominance (et d'origine) militaire, avez-vous vu ce qui s'est passé au Portugal, où des communistes et des socialistes ont accédé au pouvoir sur les pas de l'armée, et en Ethiopie, où un état-major progressiste liquide les séquelles du régime aboli et nationalise les dépouilles de l'empereur déposé ?

— Je ne peux pas nier ces événements, puisqu'ils sont inscrits dans l'histoire désormais. Ils prouvent ce qu'on savait déjà, c'est-à-dire que la violence militaire au service d'un pouvoir civil peut se rebeller contre lui et le jeter bas. Jusque-là, nous étions accoutumés à voir des militaires de droite renverser des gouvernants de gauche. La nouveauté des faits actuels consiste en ce que ce sont des militaires de gauche qui ont destitué des gouvernants de droite.

— Cette nouveauté, mon cher, doit désarmer votre vieil antimilitarisme. Rendez-vous à l'évidence : si vous voulez que la révolution cesse d'être menacée par l'armée, faites-la faire par elle ? Ceux qui, parmi les civils, lui seront hostiles ne pourront rien tenter contre une révolution accomplie et soutenue par ces militaires qui, naguère, la combattaient et l'écrasaient.

— Mon cher Godelure, j'aurais bien peu de fois dans l'excellence de nos arguments et de nos idées si je les croyais incapables de pénétrer dans des milieux sociaux qui leur ont été longtemps opposés. N'a-t-on pas vu quelques généraux devenir pacifistes ? Les doctrines anarchistes, qui transfigurèrent un officier comme Bakounine, un prince comme Kropotkine, un séminariste comme Sébastien Faure, peuvent conquérir des adeptes partout. Pourquoi des courants de pensée beaucoup moins hardis, beaucoup moins « subversifs », ne pourraient-ils en faire autant, surtout quand ils offrent des possibilités nouvelles, des chances modernes, de gouverner et d'exploiter le peuple, ce que l'anarchisme ne promet ni ne permet ?

— Je vous entends. Le noyautage...

— J'ignore s'il s'agit de ce que vous appelez ainsi. Les officiers réactionnaires se sont-ils convertis au marxisme ou au libéralisme (qui, d'ailleurs, s'épaulent pour la circonstance mais s'excluent en définitive), ou bien les partis d'opposition ont-ils poussé à l'intérieur de l'armée des hommes à eux pour l'investir ? Je ne saurais trancher, n'étant pas dans le secret des dieux. Mais il faut reconnaître une évolution, qu'elle soit apparente ou réelle, superficielle ou profonde : la pénétration des idées libertaires déjà constatée dans le clergé est en train de s'opérer au sein de l'armée, sinon partout, du moins en certains pays.

— Je devine ce que vous pensez : ce n'est qu'opportuniste, adaptation, simulacre et démagogie ?

— Cher Godelure, je n'ai jamais dit cela, parce que je n'en sais rien. Je ne me hasarde pas à des conclusions téméraires. Mieux : j'accorde volontiers le préjugé favorable, et je me défends de nier la sincérité d'une attitude dont je ne puis juger que d'assez loin les mobiles et les raisons. Encore que... l'on doit se souvenir que les peuples

OU IL EST ENCORE QUESTION D'INTÉRÊT NATIONAL !

La prise de position du général Stehlin exprimant sa préférence pour les avions militaires américains devant les avions Dassault a soulevé l'indignation générale et On a même parlé d'honneur tant il est vrai que cet attribut est souvent associé aux « manipulations » d'armes. Ce que les politiciens ont trouvé de scandaleux dans cette affaire c'est en quelque sorte la trahison à la nation, trahison d'autant plus remarquable qu'il s'agit d'un militaire ! Il ne saurait être question bien entendu d'être d'accord avec le général Stehlin qui désire l'intégration de la France dans le pacte Atlantique et donc une politique allant dans le sens des intérêts des trusts américains. Néanmoins est-ce une raison pour s'allier objectivement aux intérêts de Dassault contre les firmes américaines ?

On a pu être frappé par la ressemblance des réactions des gaullistes et des communistes du P.C.F. Les arguments classiques se sont évidemment fait entendre :

- **défense des travailleurs,**
- **indépendance nationale.**

Ainsi, on nous explique combien la perte de marchés dans le commerce des armes peut mettre en péril l'emploi de milliers de travailleurs. Or, si l'on veut défendre l'emploi des travailleurs il n'y a qu'une chose à faire : mettre sur pied un programme de reconversion des usines. Mais par contre si ce que l'on souhaite c'est continuer à fabriquer des armes, à organiser une armée dans le but de l'utiliser une fois au pouvoir, alors bien sûr il faut que l'Etat ait le monopole des industries d'armement. Dans ce cas, l'important c'est de nationaliser l'industrie d'armement mais cela semble bien loin d'une politique de reconversion dont le

P.C.F. parle par ailleurs. Dès lors avancer l'argument de l'emploi à sauvegarder n'est qu'un prétexte pour maintenir ces fabrications.

En ce qui concerne l'indépendance nationale ce que nos politiciens entendent par là n'est rien d'autre que l'exploitation des travailleurs par leur propre bourgeoisie. Parler d'intérêts nationaux aux travailleurs, c'est vouloir leur faire croire que leurs intérêts sont les mêmes que ceux de leur bourgeoisie nationale. Or c'est faux. Les travailleurs n'ont pas à préférer le capitalisme national aux trusts multinationaux. Le P.C.F. n'a pas hésité déjà lors du référendum sur le marché commun d'affirmer : « **Si les capitalistes n'ont pas de patrie les travailleurs en ont une !** » Par le biais d'un « intérêt national » on en arrive facilement à lier les intérêts des ouvriers à ceux du patronat ou à ceux des entreprises d'Etat : il faut que Dassault vende beaucoup d'avions, que la S.N.I.A.S. livre beaucoup d'hélicoptères afin que les travailleurs aient des emplois. Le syndicalisme a bien évolué depuis le temps où il affirmait : « Pas un sou, par un homme pour la guerre. » Aujourd'hui on s'efforce de faire croire que l'antimilitarisme ne concerne pas le travailleur en tant que tel mais seulement en tant que citoyen. Cela est très grave. Les travailleurs fabriquent eux-mêmes les armes que la bourgeoisie privée ou d'Etat utilisera contre eux et de cela les travailleurs doivent être conscients ! Jean Authier écrit dans son livre « Les Travailleurs face à l'armée » : « La raison d'être du syndicalisme c'est de défendre le travailleur, son bien-être, ses conditions de travail... Mais défendre le travailleur c'est d'abord défendre sa vie. »

Dénonçons sans relâche la politique de main tendue à la bourgeoisie que mènent les réformistes. En effet affirmer ce qui suit, qu'est-ce d'autre que vouloir s'allier avec la bourgeoisie ? « Unir tous les Français qui, dans leur diversité forment le peuple de France, les unir contre une poignée de féodaux de l'industrie et de la finance dont le patriotisme (sic) varie au gré de la fluctuation du franc, du mark et du dollar, voilà le moyen du changement. De l'ouvrier au petit patron (resic), sans pour autant que le premier renonce en aucune façon à ses revendications justifiées, tous les citoyens ont intérêt à ce que soit mis fin au règne de ces féodaux. Le petit patron, bénéficiant d'une démocratie avancée, pourra garantir aux travailleurs de son entreprise des conditions de vie décentes ! »

Face au capitalisme international, il ne s'agit surtout pas d'opérer des rassemblements nationaux de mécontents, essayant de regrouper les travailleurs dont l'intérêt est leur propre émancipation avec des couches de la population qui aspirent à un retour en arrière au temps où les petits patrons faisaient des profits substantiels. Comme l'a écrit Bakounine : « Une alliance conclue entre deux partis différents tourne toujours au profit du parti le plus rétrograde. »

Les intérêts des travailleurs français n'ont rien de commun avec les intérêts des petits industriels mais sont communs avec ceux des travailleurs des autres pays. Il faut s'efforcer de démonter le piège de l'union du peuple tout entier mais plus encore combattre cette politique de partis nationaux qui maintient la division entre les travailleurs des différents pays. N'en déplaise aux tricoteurs du P.C.F., les travailleurs n'ont pas à se poser des problèmes de patrie mais doivent bien au contraire opposer aux bourgeoisies nationales et au capitalisme international leur solidarité internationale de classe.

ERIC.

n'acceptent plus guère d'être menés à la baguette que si on leur parle un langage socialiste, genre général Giap, détail qui n'a échappé à aucun politicien, et qui ouvre la voie à une belle phraséologie.

— Bref, anticlérical et antimilitariste comme avant ?

— Je le crains, Godelure, et pour longtemps. Certes, je suis prêt à fraterniser avec quiconque (quelque drôle d'habit qu'il ait sur le dos) rejette l'exploitation de l'homme par l'homme, la violence de l'homme sur l'homme dans la poubelle de l'histoire et la nuit du passé. Cependant, le sympathique ralliement de certains curés, de certains pasteurs au pacifisme et à des idées sociales avancées ne me rapproche pas pour autant de l'autel et du bûcher ; de même, la rébellion de certains officiers contre des régimes de dictature et d'oppression, bien que sympathique elle aussi, ne me réconcilie nullement avec la caserne et l'arsenal.

— Aussi vous soupçonné-je fort de rester neutre et impassible dans cette histoire du général Stehlin...

— Vous sortez du sujet, Godelure : le général Stehlin n'est pas un soldat de gauche, et l'on ne m'embrigadera pas pour sa défense dans une nouvelle affaire Dreyfus. Je me fiche bien qu'il ait déclaré que les avions américains étaient supérieurs aux avions français ; moi, je voudrais que tous les trucs qui servent à la guerre, avions de combat ou chars d'assaut, soient définitivement réduits à l'impuissance et à l'inefficacité. Entre deux engins militaires, s'il me faut à tout prix choisir, c'est celui qui cause le moins de dégâts qui a ma préférence. D'où ma neutralité dans l'affaire Stehlin, vous pensez !

— Je n'en avais pas douté un instant.

— D'autant plus, Godelure, que (les journaux l'ont annoncé) cent soixante experts, délégués par cinquante pays, se sont réunis à Lucerne, du 24 septembre au 18 octobre, en une conférence destinée à éliminer les armes « capables de causer des maux superflus ». Or cela équivalait à la recherche du moindre mal. Et, de toutes les armées (comme de toutes les armes), celle qui puisse nous faire le moins de mal, n'est-ce pas celle qui n'existe pas ?

P.V. BERTHIER.

NOUS NE L'AVONS PAS INVENTÉ !

4 700 milliards d'anciens francs, c'est le budget 1975 pour la guerre. Non vous ne rêvez pas ! A cela, ajoutez tous les biens fonciers et immobiliers que l'armée possède, le matériel des plus divers qu'elle utilise. Tout cela parle mieux à la mémoire qu'un beau discours. Il ne lui suffit donc pas d'être une institution immorale, broyeuse d'hommes, elle est aussi et c'est évident un élément de gâchis économique. Non contente de détourner à son profit une masse de chercheurs et d'hommes dont les capacités créatrices sont pour un temps ou définitivement écartées des activités productives utiles à la collectivité, elle dilapide une forte partie du revenu national, l'allie à des fins antisociales au détriment d'équipements collectifs, de logements sociaux, etc.

Le prix de revient d'un pilote de l'armée dépasse les 3 millions de F, à combien un étudiant en médecine ? Un Mirage 2 à 3 milliards, et un hôpital ?

Avec ces 47 milliards de francs nous pourrions... mais c'est un rêve. Halte là ! Personne ne veut la paix et cela non pas en fait sous le prétexte que le voisin lui ne désarmera pas, mais parce que l'armée est un des piliers de tout système autoritaire, une institution indispensable à sa survie. Ce principe, que nous sommes les seuls à avoir déposé, reste confirmé par l'histoire. Au moins ça nous l'avons inventé.

Jean-Paul ROUSSET.

LA CRISE QUI APPROCHE...

(à travers la balance du commerce extérieur)

Il est incontestable que l'augmentation du prix du pétrole cause de nombreux problèmes aux pays importateurs et tout particulièrement à la France qui importe la plus grande partie du pétrole nécessaire à son activité économique. De ce fait, notre balance du commerce extérieur — reflet de nos opérations commerciales (importations et exportations) avec le reste du monde — va présenter un déficit pour l'année en cours de l'ordre de 22 milliards de francs (1).

Sachant que le taux de change international d'une monnaie résulte en grande partie (2) de la confrontation de l'offre et de la demande que l'on fait de celle-ci sur le marché des changes, nous pourrions nous attendre pour le franc, compte tenu du dépassement actuel et futur de l'offre sur la demande (3), à une baisse de sa valeur par rapport aux monnaies des autres pays. Mais, il nous faut tenir compte des accords de Washington du 18 décembre 1971 qui, ayant amené un réalignement général des cours des monnaies, contraignent la France à soutenir le cours du marché officiel, dit « du franc commercial », où se traitent les opérations internationales de commerce, de services et les paiements courants à des collectivités publiques et à des Etats (4).

Jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement a réussi à maintenir ce cours.

Cela en partie grâce aux opérations monétaires que les grandes entreprises françaises, privées et publiques, ont été amenées à réaliser avec l'étranger afin d'équilibrer leur trésorerie. Faute d'avoir sur le marché monétaire intérieur les liquidités nécessaires à leur fonctionnement, les grandes entreprises ont contracté des emprunts à l'étranger (en francs suisses notamment), emprunts qui furent ensuite monnayés en francs français et qui de ce fait apparaissent dans notre balance des paiements comme une demande de notre monnaie. Et surtout par des emprunts à long terme du Trésor auprès des organismes internationaux. Emprunts qui, de la même façon que le font les entreprises, sont convertis en francs au fur et à mesure qu'il est nécessaire de « demander du franc » pour maintenir l'équilibre avec l'offre sur le marché des changes.

Mais cette situation ne peut durer indéfiniment.

Il est bien évident que cette politique atteindra son terme lorsque la France, par ses entreprises ou son Trésor, ne sera plus en mesure d'obtenir de prêts internationaux du fait de son endettement.

Qui accepterait de prendre des risques en 1976, par exemple, alors que notre endettement sera, d'après les prévisions les plus optimistes, de 50 milliards de francs ?

Le problème que pose notre balance commerciale déficitaire reste donc entièrement à résoudre, compte tenu des actuelles interventions du gouvernement qui apparaissent avant tout comme des mesures à caractère politique. Giscard n'avait-il pas promis une « monnaie forte » ? Les Français, particulièrement sensibles aux variations de cette dernière, sont ainsi satisfaits.

Pour le ministre de l'Économie, le retour à l'équilibre repose — il fallait y penser — sur une progression des exportations supérieure à celle des importations, ce qui, à terme, permettrait le rattrapage des importations par les exportations, puis leur dépassement afin de permettre le dégagement des sommes nécessaires aux règlements de nos dettes internationales. Autrement encore, sur l'éventualité suivant laquelle, pour une production nationale de 100 unités et des importations de 20 unités, nous exporterions 30 unités et ne consommerions que 90 unités. La différence de 10 (100—90) représentant le règlement des dettes contractées antérieurement.

Les Français devront donc produire plus et consommer moins. Mais la solution de Fourcade repose sur deux hypothèses : La première est que nos clients étrangers augmenteront considérablement leurs importations (exportations pour nous), ce qui n'est pas du tout évident compte tenu des difficultés économiques que rencontre actuellement l'ensemble du monde capitaliste qui jusqu'à maintenant est notre plus gros client. La deuxième est que les travailleurs acceptent de voir leur pouvoir d'achat diminuer, tout en produisant davantage. Car il est bien évident que lorsque Fourcade parle, indirectement, de la diminution de la consommation, afin de permettre un accroissement des exportations, c'est de celle des ménages.

Les entreprises françaises subissent actuellement les premiers symptômes d'une crise

(coût élevé de l'argent, baisse des ventes, revendications ouvrières...), et il paraît peu probable que le gouvernement accepte de faire peser sur elles le poids du remboursement du déficit de la balance du commerce extérieur. Ce qui reviendrait à accentuer encore les risques d'effondrement du système.

Une fois de plus, le capitalisme français cherche à faire supporter aux travailleurs la charge de la remise en ordre de son système.

Nous devons œuvrer de tout le poids de notre fédération, et de celui des syndicats dans lesquels nous sommes pour que les travailleurs s'y refusent.

De ce refus naîtra, pour ce qui est de la balance des paiements (5), en particulier, un appauvrissement national (6) (faillite ou arrêt de production, diminution du commerce...) qui sera un pas de plus vers la crise économique et politique. Crise qui, pouvant déboucher sur le renversement du système économique-social actuel, amènera l'homme à repenser sa vie dans un cadre nouveau qui se verra :

FEDERALISTE,
COMMUNISTE et
LIBERTAIRE.

Jean-Claude RICHARD.

(1) « Le Monde » du 27 août 1974.

(2) D'autres facteurs entrent en jeu dans la formation du taux de change, ainsi la variation de la quantité de la monnaie nationale, les facteurs pathologiques, etc...

(3) Offre : la France offre des francs pour régler ses importations.

Demande : les pays étrangers demandent des francs pour régler leurs importations (exportations pour la France).

(4) Parallèlement à ce marché, il existe un marché dit du « franc financier » dont les fluctuations des cours sont laissées au libre jeu de l'offre et de la demande. Il y est traité toutes les autres opérations.

(5) La balance des paiements est une version plus élaborée de la balance du commerce extérieur. Elle comprend en plus les opérations internationales : de tourisme, de revenu du travail, de revenu du capital, d'investissements, etc...

(6) Dans une situation de déséquilibre où le retour à l'équilibre ne peut se faire par une augmentation des exportations, le paiement des dettes extérieures (résultat du déséquilibre) entraîne : une diminution du revenu national, qui entraîne : une diminution de la consommation qui entraîne : une diminution de la production (diminution ou cessation d'activité des entreprises) et, en définitive, une diminution des importations jusqu'à l'équilibre avec les exportations.

Ce retour à l'équilibre, à la baisse, se caractérise par un appauvrissement national.

LES NOUVEAUX « DISPONIBLES »

La pente dangereuse sur laquelle nous commençons à glisser, nous conduira, d'ici à une quinzaine de mois, à un marché du travail comprenant plus d'un million de « disponibles ». Oui, je sais que vous, vous appelez cela des chômeurs, mais j'emploie le nouveau terme qui entre maintenant dans les sphères officielles : pour ne plus prononcer l'affreux mot de chômeur, vilain mot qui engendre fatalement l'évocation du chômage. Maintenant, lorsque vous contemplez des groupes de candidats, attendant en file un problématique engagement, vous ne pourrez pas affirmer qu'il y a un début de chômage, puisque ces chercheurs seront simplement des disponibles choisissant une nouvelle situation. Tout dépend du vocabulaire. Le jargon des techniciens de l'économie moderne sait très bien évoquer dans une assemblée d'actionnaires la situation vaseuse d'une entreprise sans inquiéter son auditoire ; il s'exprime avec des termes tellement bien choisis et nébuleux que le souscripteur repart les poches vides mais le cœur gonflé d'espoir : pour des lendemains qui ne chanteront jamais.

Sous le présent règne des Messieurs de l'E.N.A., il est important de se méfier du sous-emploi. La solution est donc de chasser le chômage. Donc, en attendant mieux, supprimons le mot. A notre époque d'illusion et de publicité, pour nos guides, la disparition du chômage est une victoire appréciable. Cependant, ce qui nous inquiète, c'est la désinvolture et l'insouciance des

responsables devant l'échéance de 1975. Pas un des nouveaux gouvernants ne veut jouer Cassandre ; personne parmi ces « grosses têtes » n'envisage qu'il faut prévoir une mutation du genre de vie, et du genre de travail, pour les mois qui viennent. A moins que... oui à moins que tous ces prétentieux, gonflés par l'optimisme de « Valéry-le-Magnifique », ne s'intoxiquent mutuellement et ne croient pas à l'imminence des nouveaux temps difficiles.

Francis AGRY.

UN SYSTÈME POURRI

Les trafics des sociétés pétrolières, révélés par une commission parlementaire, ne nous étonnent guère contrairement aux innombrables naïfs — qui sont légion en ce bas monde — ne s'imaginant nullement que le système capitaliste est pourri et cela quel que soit le degré de capitalisation auquel est parvenu tout propriétaire d'un outil de production. Du plus petit au plus gros, cela s'entend, mais il est bon de le préciser car les sirènes de la gauche s'évertuent avec un talent inégalable, mais par ailleurs peu efficace, à attirer vers elle le petit patronat et les classes moyennes passagèrement en difficultés.

Il y a plusieurs façons d'accroître ces profits. Au niveau du fisc sous forme de pseudo-investissements ou amortissements. Pour les sociétés pétrolières cela s'appelle créer une provision de gisement. Derrière cet artifice comptable, on camoufle de coquets bénéfices impossibles. Les combines sont multiples même

DU MILITANTISME DANS LES SYNDICATS

La situation actuelle du mouvement libertaire dans le mouvement ouvrier en France est loin de susciter l'enthousiasme que certains d'entre nous nous affichent volontiers. On a trop tendance à se « gargariser » de nos « fiefs » dans le monde du travail (par exemple les correcteurs en ce qui concerne l'imprimerie), ou de nos discours à l'occasion des congrès confédéraux.

Le simple fait que l'on parle de « mouvement libertaire » d'une part, et de « mouvement ouvrier » d'autre part, indique déjà une première différence entre notre situation en France aujourd'hui, et la situation de nos camarades espagnols en 1936. Sans être un « nostalgique » de la révolution espagnole, on est bien obligé d'admettre qu'en Espagne il n'y avait pas « des anarchistes dans le mouvement ouvrier » mais plutôt une masse ouvrière organisée et tendant sans équivoque vers une révolution de type libertaire. La forme d'organisation de nos camarades espagnols était en l'occurrence la C.N.T. (Confédération Nationale du Travail).

Dans la France de 1974 : rien de semblable. Le mouvement anarchiste considéré (à juste titre d'ailleurs) comme marginal par rapport au mou-

vement ouvrier, se montre sinon hostile, du moins méfiant à l'égard des syndicats. La raison la plus souvent évoquée est le réformisme des principales centrales syndicales (C.G.T., C.F.D.T., C.G.T.-F.O.). Nous sommes d'accord pour constater que la « politique » actuelle de ces centrales est effectivement réformiste, encore faudrait-il ne pas confondre si facilement les directions et instances de ces centrales avec la base de ces mêmes centrales ; d'autre part, nous posons une question : sommes-nous en mesure de créer dans un proche avenir une centrale syndicale révolutionnaire ? De toute évidence, non ! Alors que faire ? Certains, dont nous sommes, ont choisi de militer dans les centrales réformistes pour la bonne raison que c'est là et pas ailleurs que se trouvent les travailleurs, et que c'est là que nous avons intérêt à faire entendre notre voix si faible soit-elle.

Mais pour ceux qui se réclament de l'anarcho-syndicalisme, un autre problème se pose : celui de la pratique quotidienne. D'abord une constatation s'impose, même si elle ne nous est pas agréable :

Au niveau des salariés en jouant habilement avec les conditions de travail et de salaires. A prix déterminé, imposé, il faut bien compresser les coûts de production et le faire là où la malléabilité est la plus évidente. Sous-payer ou accroître le rendement pour un salaire identique revient à profiter du travail des salariés, en clair, à les exploiter.

Enfin, en faisant payer au consommateur un produit à un prix supérieur à son coût réel. A propos des pétroliers, Elf ou la C.F.P. faisait notamment payer plus cher Air France et les charbonnages de France. Entre parenthèses, il manque sérieusement de coordination entre les intérêts normalement communs des sociétés dominés par l'Etat. On peut encore citer pour l'anecdote tel gérant d'immeubles, plus communément appelé agence immobilière, qui empêche un pourcentage que lui accorde un entrepreneur traitant avec lui

Pierre CARRIERES.

pour l'ensemble des travailleurs « avertis », nous appartenons à l'« histoire », et nous sommes donc considérés comme faisant partie des « vieux meubles », comme étant des « bibelots » que l'on laisse s'exprimer dans certains congrès confédéraux au nom de la sacro-sainte liberté d'expression. Bref, nous sommes la bonne conscience des directions syndicales. Il en est d'autres qui considèrent l'anarcho-syndicalisme comme une pratique syndicaliste limitée aux périodes de crise. Il faut malheureusement constater que bien des militants libertaires donnent, par leur action, cette impression. Il ne suffit pas, en effet, d'apparaître durant les périodes « chaudes », de vouloir lancer des mots d'ordre pendant les moments de tension sociale. Absents des luttes quotidiennes du mouvement ouvrier, certains militants apparaissent ainsi comme des directions de rechange parachutées de l'extérieur.

Ces camarades se retranchent habituellement derrière des théories spontanéistes, affirmant que « l'élan révolutionnaire des masses » rend caduc toute forme d'organisation. La réalité est tout autre. En effet on constate un phénomène qui se répète dans chaque grève : même lorsqu'un délégué est « dépassé sur sa gauche » par certains éléments à l'action plus radicale, c'est finalement vers ce délégué que les travailleurs se tournent, car il possède un atout obtenu par sa pratique quotidienne : la confiance de ces travailleurs, et qui dit confiance, dit crédibilité.

Nombre d'anarchistes se découragent devant ce qu'ils nomment : l'incompréhension de ceux avec lesquels ils travaillent. Mais pour être crédible à leurs yeux, ou face à une assemblée générale du personnel d'une entreprise, il faut avoir jour après jour, gagné leur confiance. Cela ne se fait pas en quelques heures d'agitation. Trop de militants libertaires s'imaginent qu'au repos sur le silence du plus grand nombre. La puissance de l'information sur la loi d'une minorité des intérêts convergent avec ceux de l'Etat et de l'établissement politique et économique. Comment faire entendre notre voix ? C'est tout le problème du développement de notre journal et de nos idées.

de faire la grève tous les jours. C'est tout un tas de besognes obscures et fastidieuses mais indispensables à la vie de l'organisation syndicale. Pour gagner la confiance des travailleurs, il faut un long et souvent ingrat travail de persuasion. On ne convainc pas quelqu'un aux idées libertaires sans donner par son exemple une crédibilité à ses idées, les travailleurs jugeant plus sur les actes que sur les idées, les plus belles soient-elles. Collecter les timbres syndicaux est peut-être réformiste ; diffuser la presse syndicale c'est aussi être réformiste ; demander une augmentation de salaire c'est être encore réformiste ; mais donner ainsi au prolétariat une chance de s'organiser lui-même et de gérer la société future, c'est être révolutionnaire ! Encore une fois, c'est une besogne ingrate mais que les travailleurs savent reconnaître (pas toujours, mais souvent) à sa juste valeur. Cela nous paraît plus important que de passer pour le bon « anar » du coin, bien gentil, rigolo à l'occasion, mais à qui on dira de la fermer lors d'une assemblée générale, parce que pour prendre une décision on n'a pas besoin des « folklos ».

Pour toutes ces raisons, il ne faut pas craindre de prendre des responsabilités syndicales. Etre délégué du personnel n'est pas contraire à l'éthique libertaire. Ceux qui pensent qu'il y a incompatibilité entre le fait d'être anarchiste et celui d'occuper une fonction syndicale ont gagné... le droit de se documenter sur la vie et l'œuvre de militants tels que F. Pelloutier et E. Pouget (pour ne citer qu'eux).

A une période où les idées anarchistes, comme l'autogestion, sont récupérées par les politiciens de tous les bords, il est donc urgent que les militants libertaires comprennent la nécessité de l'action syndicale. Il importe de militer activement là où les travailleurs se trouvent, c'est-à-dire dans les syndicats, plutôt que de se limiter à rester entre convertis dans des organisations marginales. Il ne sert à rien de déplorer la situation actuelle en invoquant la C.G.T. d'avant 1914, « âge d'or » du syndicalisme. Il est

faux de prétendre qu'il n'y a aucun travail intéressant à effectuer au sein des organisations syndicales actuelles, qu'il est impossible de changer quoi que ce soit de l'intérieur de ces organisations ; nous pensons au contraire que d'énormes possibilités nous sont offertes. Pour concrétiser nos espérances, il n'y a pas de secret : il faut, tout en critiquant les bureaucraties, se rendre plus crédibles qu'elles. Pour arriver à ce but, il n'y a qu'un seul moyen : militer dans la section syndicale de son entreprise, c'est-à-dire militer principalement sur son lieu de travail.

Ceux qui, au nom d'une certaine « pureté anarchiste », préfèrent toujours rester en dehors, ceux qui critiquent systématiquement toute action de la base en ricanant (car de toute façon « ça sera récupéré »), ceux qui se taisaient à l'atelier ou au bureau, mais qui, par contre, construisent la révolution avec les « copains » dans les arrière-salles de bistrot, ceux-là ne font que théoriser leur impuissance !

Des militants tels que Pelloutier et Pouget durent s'adapter à une situation qui leur était propre : celle du début du siècle ; à nous de faire de même avec celle de notre époque !

Le mouvement ouvrier français a été influencé par des événements qui lui sont particuliers. A tous de les étudier pour essayer de comprendre les expériences du passé. Au lieu de nous en tenir à certaines expériences (la C.N.T. en Espagne) et de nous évertuer à calquer des structures qui correspondaient à une certaine évolution des esprits dans un pays particulier et à un moment donné, il nous faut confronter notre idéal libertaire à la réalité actuelle de la situation française. Nous ne pouvons emprunter une autre voie si nous voulons rendre crédible l'anarcho-syndicalisme. C'est au prix de cet effort que le mouvement libertaire, né de l'aile gauche de la Première Internationale, pourrait retrouver son influence dans le mouvement ouvrier.

Jean-Pierre GERMAIN.



Le mouvement de grève a débuté le 24 octobre sur la lancée du secteur postal, en lutte à ce jour depuis une semaine, avec pour revendications communes : l'augmentation des effectifs, la titularisation des auxiliaires et prime mensuelle de 200 F uniforme (non hiérarchisée).

Mais, quand la presse et la radio parlent de la grève des postiers, l'opinion publique tend à croire que seul le secteur postal (centres de tri, bureaux-gares) est paralysé et ignore pratiquement tout du mouvement qui s'est développé dans les Télécoms, puisque, malheureusement, le téléphone fonctionne toujours.

Bien sûr, certains dérangements (difficultés d'audition, coupures) sont à noter dus au refus des

LES TRIBULATIONS DU SYNDICALISME POLITISE !

(Suite de la page 9.)

Les trois centrales syndicales, la C.G.T., la C.F.D.T. et F.O. sont des organisations réformistes, même si seule la dernière le reconnaît, et dans ce domaine leur avenir est du même ordre que celui des partis politiques au profit desquels elles ont bradé leurs perspectives de transformation révolutionnaire de la société, qui est sans conteste l'originalité du syndicalisme latin. Mais depuis mai 1968 un phénomène s'est produit, une jeunesse a pénétré dans les usines, envahi les organisations syndicales. Une partie de cette jeunesse a été ou sera récupérée par les appareils c'est évident, mais une autre restera en marge, inventant un néo-syndicalisme sentimental. Ce sont ceux-là qui déclenchent les grèves en marge, ce sont ceux-là qui refusent de voter la reprise du travail lorsque les dirigeants la demandent, ce sont ceux-là qui clignent de l'œil vers l'affaire Lip, qui fait tellement hurler les appareils « révolutionnaires ou pas ». Ceux-là, sans s'en rendre compte, sont revenus à l'esprit que l'anarcho-syndicalisme avait donné au début du siècle. Et seul l'anarcho-syndicalisme peut leur permettre de dépasser les luttes de caractère sauvage pour aborder la reconstruction sociale d'une économie nouvelle.

Pas plus que les partis politiques de gauche, les organisations syndicales ne régleront les problèmes qui se posent au monde capitaliste. Il ne s'agit plus d'aménager le système, il faut le détruire pour le remplacer par un autre. Le syndicalisme le peut-il ? Certainement pas, si on considère les responsables englutinés dans des partis et des intérêts contradictoires. Mais peut-être si on ramène l'organisation syndicale à son expression originelle, qui est concrétisée par la charte d'Amiens.

Dans le combat syndical les forces neuves, disciplinées, sauvages, peuvent jouer un rôle, elles doivent poser à tous les échelons de toutes les organisations syndicales le problème des classes, de leur suppression, leur refus de voir des classes nouvelles abritées sous une phraséologie de gauche se substituer à celles qui ont été chassées. Le problème de la suppression de tous les profits, de toutes les hiérarchies. Le problème de l'organisation syndicale, organisation des travailleurs. Le problème de l'anarcho-syndicalisme, seul susceptible de prendre la succession des organisations politiques et syndicales pourries par le milieu !

Maurice JOYEUX.

GRÈVE AU TÉLÉPHONE

« ITT-THOMSON N'AURONT PAS LES TÉLÉCOMS »

camarades des lignes de réparer certains câbles (le Paris-Clermont par exemple), mais l'usager ne s'en étonne pas outre mesure puisque ces faits sont courants en période normale.

Or voilà justement la première conséquence du processus de démantèlement des PTT organisé d'un commun accord par le gouvernement (dont l'intermédiaire est Long, secrétaire d'Etat au Ministère) et par les sociétés privées.

Si le téléphone ne fonctionne pas comme serait en droit de le souhaiter tout usager, cause en est principalement le manque d'effectif (1.500 travailleurs sur la région parisienne, or le budget de 1975 n'en prévoit que 1.525 pour l'ensemble du réseau national), l'emploi d'auxiliaires sous-qualifiés et bien entendu sous-payés (90.000 auxiliaires actuellement dans les PTT).

Les Télécoms rapportent 16 milliards d'anciens francs par an, proie alléchante des sociétés privées et des banques ; secteur rentable donc que le gouvernement se prépare à céder aux sociétés telles que L.T.T., C.G.C.T., CIT-Alcatel, Thomson, S.A.T.... Par quels moyens ? Le démantèlement.

Le processus de démantèlement.

Aux Télécoms (comme à l'O.R.T.F.) le processus s'est engagé avec

- la détérioration du service téléphonique,
- l'attente prolongée de la tonalité,
- la taxe de raccordement passant de 500 F à 1.100 F,
- l'augmentation de la taxe (par le biais du raccourcissement de l'unité),
- plusieurs années d'attente pour un raccordement (sauf pour les grosses sociétés),
- encombrement des grandes lignes,
- avec l'emploi d'un personnel sous-qualifié, sous-payé, congédiable dans un délai de trois mois après un essai d'un mois,
- avec des effectifs insuffisants (que le Ministère des PTT complète par un appel à la CIT-Alcatel et à L.T.T. pour le matériel, à la S.A.T. et à la C.G.C.T. pour l'installation des centraux),
- le Ministère paye pour un ouvrier, le plus souvent intérimaire, de L.T.T. 7.500 F par mois, donc fournit un profit de 5.500 F environ à la société,

— avec la réorganisation du réseau en fonction des besoins importants, des grosses boîtes au détriment de zones peu industrialisées et de ce fait peu rentables.

Donc les crédits accordés aux PTT servent à accroître le profit des sociétés.

A un certain moment le processus s'achèvera : lorsque le statut de fonctionnaire sera tel (conditions de travail et salaires déplorables) que le gouvernement et le Ministère n'auront aucune peine à faire accepter aux travailleurs un nouveau statut ou plutôt un contrat plus avantageux, celui des sociétés privées de financement des télécommunications.

Le démantèlement sera alors consommé ; ainsi disparaîtra dans le sigle PTT, Télégraphe et Téléphone : seul restera statutaire de la fonction publique la poste, secteur peu rentable.

Les travailleurs des télécommunications ont compris la menace qui pesait et continue de peser sur leur emploi aussi bien que sur la liberté des usagers (éventuelle écoute de communications, augmentation abusive des taxes).

Chirac a déjà posé ses jalons.

La direction générale des télécommunications a été restructurée au Conseil des Ministres du 16 octobre : création de trois directions et de deux services (similitude avec l'O.R.T.F.).

Ainsi trouve-t-on à la direction des affaires industrielles

— Souvion, ingénieur des Mines, sans spécialité dans les PTT (mais avec une connaissance personnelle de Chirac),

— le C.N.E.T. (Centre National des Etudes des Télécommunications) dont un service contrôle efficacement (un peu trop) les prix du matériel téléphonique,

— les Multinationales (IBM, LMT, ITT., Ford, Shell, Siemens).

« ITT, par exemple, emploie dans le monde 428.000 personnes dans 200 sociétés dont 31 firmes en France (parmi elles on trouve la Compagnie Générale de Constructions Téléphoniques et le Matériel Téléphonique). Pourquoi multinationales ? Parce qu'on les trouve en Espagne, en Angleterre, en Italie, en France, enfin partout où se pointe à l'horizon leur dieu « profit ».

On pourrait les qualifier d'apatrides et elles ne connaissent qu'un monde, celui de la spéculation, qu'une puissance, celle de l'argent.

Elles sembleraient n'avoir aucune préférence que ce soit pour un gouvernement de droite ou de gauche, mais peut-on imaginer un seul instant une prise en main des biens de production par le peuple sans désir des ouvriers d'autogérer, leurs usines.

De plus, elles ont adopté une tactique simple : ainsi Ford installe dans différents pays, des usines qui produisent des organes bien spécifiques (en France, des boîtes de vitesses ; en Espagne, des carrosseries) et le tout est ensuite regroupé pour le montage. Que ferait-on des seules boîtes de vitesses, dans le cas d'une éventuelle nationalisation ? » (Gestion Directe n° 6.)

Les travailleurs ont la preuve des fins auxquelles aspire Giscard. Les multinationales commencent à étouffer de leurs multiples tentacules les Postes et Télécommunications avec la bienveillance du gouvernement qui joue tous ses atouts pour museler le mouvement revendicatif et accusateur dont l'ampleur a dépassé les prévisions des centrales syndicales FO — CGT — CFDT.

Mais la volonté inhérente des travailleurs (« la base ») s'est vue une fois de plus brisée par les appareils syndicaux (le sommet, certes !) par leur désir de contrôler ce mouvement afin qu'il ne s'étende pas trop à leur goût, tout préoccupés qu'ils sont maintenant par des fins électoralistes (élections anticipées présumées au printemps prochain).

Lorsque certains camarades annoncent la prise en charge des luttes par les grévistes eux-mêmes, les Assemblées Générales étant souveraines et la participation étant active à tous les aspects de la grève, rien n'est moins évident. Tous ne sont pas dupes et dénoncent principalement la CGT dans le blocage systématique qu'elle impose à tout développement de commissions à toute création de comités qu'ils soient de lutte ou de soutien.

Face au danger que représente l'extension des multinationales capitalistes et de leurs filiales (par le système centralisateur qu'elles développent) pour le mouvement ouvrier international qu'elles diviseront pour mieux l'écraser et l'enchaîner, nous devons, nous, travailleurs anarcho-syndicalistes, prôner la seule riposte possible : la grève générale universelle :

« Ce n'est que par la grève générale universelle que l'ouvrier créera une société nouvelle dans laquelle il ne trouvera plus de tyrans. »

Joseph Tortelier, Août 1888.

**CONTRE LES MULTINATIONALES,
LE CAPITALISME PRIVÉ OU D'ÉTAT,
BRISONS LES HIÉRARCHIES ET TOUTES
LES FRONTIÈRES, POUR
LE FÉDÉRALISME LIBERTAIRE !**

G. A. travailleur Télécoms. CFDT-PTT,
Groupe Marius Jacob.

VOIR CLAIR ET PARLER NET !
par Montluc

LES GRÈVES ÉLECTORALES ?

J'ai devant moi, un numéro du Libertaire de 1947, au-dessus d'un éditorial que j'avais écrit, un titre barre toute la page: A bas les grèves Molotow. Plus de vingt-cinq ans ont passé, pourtant notre attitude devant les grèves n'a pas changé !

La grève est quelque chose de sérieux qui doit être examiné sérieusement. D'abord la grève n'est pas un but en soi, c'est un moyen et sa justification relève, non pas de la turbulence, mais du but qu'on s'est proposé. On ne regarde pas une grève se dérouler, comme le petit bourgeois froussard regarde les héros de westerns pour fortifier les vertus qu'il admire mais qui lui font défaut.

Il existe trois formes de grève. La première, la plus courante, celle qui généralement paye, c'est la grève dans l'entreprise pour des problèmes qui relèvent soit de l'entreprise soit de la profession. Cette grève est généralement solide, car déclinée à partir d'éléments que les travailleurs de la base connaissent bien. Les rapports entre les grévistes et le patron sont directs, l'élaboration de la revendication, comme le point de chute de la négociation sont perçus par les deux parties avec réalisme. Cette grève, même si elle ne mobilise pas tout le personnel, car certains salariés restent en dehors soit par crainte soit par idéologie, est ressentie par le personnel et au moins moralement soutenue par tous. Les grévistes en ont conscience comme ils ont une conscience aiguë de leur bon droit.

La seconde grève, qu'on nomme la grève générale qui peut être avec occupation des usines, est plus floue dans les masses. Elle touche non plus la profession mais l'économie générale et elle a pour objet de faire pression pour l'augmentation de la tranche du revenu national consacrée aux salaires directs voir aux salaires différés. Pour que cette grève soit une réussite, dans les périodes normales il est nécessaire que les directions des confédérations qui la lancent soient en accord avec le petit cadre syndical qui sert de relais entre les directions confédérales et les travailleurs car seul le petit cadre syndical peut, à travers son vocabulaire particulier et en usant du prestige que lui confère sa présence dans l'entreprise auprès des travailleurs en lutte, expliquer les raisons économiques de cette lutte qui apparaît forcément plus abstraite au personnel des entreprises ballotté entre les informations que lui fournit ses rapports avec le syndicat et celles contradictoires de son

journal, de sa radio ou de son poste de télévision. La troisième, c'est ce qu'on peut appeler la grève politique. Celle-ci peut revêtir deux aspects. Dans une situation dramatique, devant l'écroulement de l'économie, la carence des pouvoirs publics, le danger des solutions autoritaires voir fascistes, proposées par la classe dirigeante pour sauver son régime, la grève est un élément que choisit le peuple pour imposer une transformation radicale du système. Ce type de grève peut devancer tous les mouvements politiques parallèles, ou bien comme se fut généralement le cas être un complément à cette action politique parallèle. Mais cette grève politique peut revêtir un second aspect. Elle n'est plus une grève issue de la base, mais une grève d'état-major obtenue grâce aux fractions politiques qui dominent les syndicats et qui ne se déterminent plus par l'intérêt des travailleurs, mais par l'intérêt des partis, même si ceux-ci abusivement annexent l'intérêt des travailleurs à ceux de leur parti. Cette grève n'a jamais l'unanimité de fait ou de cœur de l'ensemble des salariés.

C'est ce type de grève, que nous avons les premiers appelé les grèves Molotow, c'est ce type de grève auxquels nous assistons aujourd'hui. Leur caractéristique est interchangeable. Grève partielle, grève tournante, grève d'une journée, elles n'ont pas pour but de changer le système, mais de gêner ceux qui sont au pouvoir afin de préparer dans les meilleures conditions possibles de futures élections qui hisseront à la direction de l'Etat les politiciens dans l'opposition, qui changeront quelques méthodes mais qui laisseront en place le système dont ils seront avec des méthodes différentes et un vocabulaire approprié les nouveaux bénéficiaires.

Et il faut bien avoir en tête ce schéma si on veut apprécier les vagues de grèves successives auxquelles nous sommes aujourd'hui conviés.

*

Depuis les vacances nous sommes alertés par les directions syndicales. Les trois grandes centrales syndicales de ce pays, la C.G.T., la C.F.D.T., F.O. sont des organisations réformistes. Deux s'en défendent, l'une le proclame. Mais nous devons les juger non pas à travers des mots mais à travers des faits. Les deux premières sont naturellement et idéologiquement réformistes en ce sens que l'organisation syndicale n'est rien d'autre qu'un moyen pour amener au Parlement des partis qui accompliront des réformes, et celles

contenues dans le Programme commun ne lésent en rien le système du profit, de la concentration du capital accompli par l'Etat à défaut des sociétés, mais dont les résultats sur la condition ouvrière seront identiques. La troisième F.O., est réformiste par peur du communisme stalinien et les transformations qui sont des velléités potentielles qu'elle porte en elle, sont complètement annulées par la politique de la peur que pratique son bureau confédéral.

Les petites phrases de Ségué, les trémolos de Maire, la concertation chère à Bergeron, n'avaient pas produit une grosse impression sur les travailleurs rentrant de vacances. Tout cela paraissait de la routine, le verbiage nécessaire pour affirmer que les bureaucraties syndicales étaient, elles aussi, rentrées de vacances et à pied d'œuvre, sans plus. C'est alors que la grève des postiers éclata. Une vraie grève qui ne devait rien aux appareils syndicaux, une grève où l'on se souciait peu des intérêts électoraux des amis de Maire ou de Ségué ou des craintes de Bergeron, une grève voulue par la base et décrétée par la base. Rappelez-vous le pas de quatre des organisations syndicales. Grève reconduite tous les jours pour les uns, grève générale illimitée pour les autres, indifférents aux états d'âme de leurs chefs glorieux, le personnel des tris poursuivait sa grève entraînant avec lui le reste des employés: le mouvement s'étendait en province. La grève dure depuis plus d'un mois, des camarades vous en donnent le détail dans ce journal, je n'insisterai pas.

La grève des postiers est le type de la grève classique dure, professionnelle, qui, malgré la gêne qu'elle peut produire, est ressentie comme une lutte justifiée par tous. C'est alors que sur cette grève exemplaire, les politiciens de gauche essayaient de greffer une grève « électorale ». Entendons-nous bien, je ne dis pas que les revendications des cheminots ou des services publics ne sont pas justifiées. Je dis simplement que la base ne ressentait pas le climat qui pourrait conduire les travailleurs à la victoire. Il y avait des raisons techniques, la fin de l'année étant l'époque où commençaient des discussions sur les salaires, des raisons morales également qui tiennent à la situation économique du pays. Chez les cheminots, par exemple, une intense préparation de cette grève d'état-major mit en mouvement tous les cadres syndicaux de la C.G.T. appuyés par les cellulards auxquels la C.F.D.T.

s'associa. Les résultats furent médiocres, 30 % à peine de grévistes, le mouvement dans les services publics fut de la même mouture et à la Sécurité Sociale, par exemple, qui avait à la fin de l'année dernière mené une grève exemplaire, malgré l'unité entre les syndicats, 30 % de grévistes seulement. Les faits sont là! Ils sont clairs, les travailleurs ne refusent pas la grève dure et même violente, ils refusent des grèves d'état-major sur des revendications qui leur paraissent peut-être bonnes, mais relevant d'une autre méthode, ou d'un autre moment de la lutte. Quant à la grève de 24 h, tarte à la crème des cégétistes, concédée peut-être à leurs acolytes de la C.F.D.T. et qui dans le passé ne fut jamais un début d'une lutte, mais la clôture d'une agitation qui s'essouffle, elle ne fut que très partiellement suivie dans les services publics et encore moins dans le privé. Maire et Ségué se sont félicités de la réussite de ce demi-échec, Bergeron d'avoir empêché les cosaques de faire boire leurs chevaux dans la Seine. Nous ne nous féliciterons pas de cette situation, car nous n'ignorons pas que l'échec d'une grève même discutable, même électorale, est un échec pour tous les travailleurs.

*

Aujourd'hui, au lendemain des grèves, la situation reste inchangée. Les travailleurs se retrouvent devant leurs patrons avec leur cahier de revendications, les yeux tournés vers l'Etat qui, préoccupé par une situation économique difficile, encourage les directions à la résistance. Et à cette image, on peut ajouter qu'avant la fin de l'année nous aurons huit cent mille chômeurs, et je ne parle pas de chômeurs « électoraux », mais de chômeurs réels. C'est une situation difficile. Pour y faire face, les travailleurs n'ont qu'une seule arme: la grève. Je dis bien la grève et non le folklore, ou la gréviculture.

Je disais que la grève pour réussir devait être ressentie par les travailleurs. C'est dans les boîtes que cette grève sera le mieux perçue. C'est dans les boîtes, après une étude sérieuse de la conjoncture que la lutte doit s'engager, sur des revendications réelles, claires, crédibles, et c'est à partir des résultats dans les boîtes que peuvent s'élaborer des mouvements dans la profession qui peuvent prendre l'aspect des trois grands mouvements de ces dernières années, la grève de la Sécurité Sociale, la grève des banques, la grève des P.T.T. qui furent des mouvements exemplaires.

On dit souvent que la combativité des travailleurs est émue en période de crise. C'est vrai pour un temps. Le temps où les travailleurs croient encore qu'il suffit de lutter pour que le patron accorde satisfaction aux revendications. Mais il se produit, en période de crise, un tournant! C'est l'instant où le monde du travail a fini de croire qu'il est possible soit par la réforme soit par la voie électorale d'améliorer la situation. C'est le moment où la grève générale succède à la grève dans les tôles. C'est la période où les grèves de 24 heures deviennent dérisoires, c'est l'instant où les travailleurs cessent d'attendre d'hypothétiques élections pour d'hypothétiques résultats. C'est le moment de la globalisation de l'action. C'est l'instant où la grève générale, la vraie, celle qui n'est pas électorale, rompt les barrages établis par les directions syndicales ou par les directions politiques. C'est l'instant où la grève générale échappe aux appareils avec souvent la complicité du petit cadre syndical. **C'est juin 36, c'est mai 68.**

Ce n'est plus une grève politique, c'est une grève contre tous les politiciens auxquels les travailleurs imposent leur volonté et que les appareils syndicaux suivent éperdus et essouffés avec l'espoir, toujours réalisé à ce jour, de la reprendre en main pour ramener les travailleurs à la sagesse, dans l'usine, au syndicat, devant l'urne électorale.

Cette grève, elle est dans l'air. Dans un temps plus ou moins long, les travailleurs sortiront des usines en dehors des consignes syndicales, ils y rentreront malgré les consignes syndicales pour les occuper et on peut souhaiter qu'ils les feront tourner pour leur propre compte contre les consignes syndicales. Mais dans ce cas encore les syndicats se rallieront, prendront le train en marche, ne se laisseront pas décoller de la base qui est leur raison d'exister. Le train peut rouler si les travailleurs, qui en sont le moteur, tirent assez fort pour faire sauter les freins que l'Etat, les patrons, les syndicats et les partis, pieusement associés pour un temps au nom de l'ordre, de la Patrie, du bien public et d'autres conneries de ce genre, ne manqueront pas de serrer jusqu'à en crever.

De toute façon c'est dans cette direction que l'anarcho-syndicalisme doit mener la bataille qui va se déclencher sans se laisser troubler par les gréviculteurs ou les politiciens aussi irresponsables les uns que les autres.

MONTLUC.

PORTUGAL

Le 23 février 1919 parut le premier numéro du quotidien A Batalha organe syndicaliste révolutionnaire, porte parole de la C.G.T. (Conferação Geral do Trabalho). Cette organisation (près de 200.000 cotisants) adhéra à l'A.I.T. en 1923 lors du congrès constitutif de Berlin. La dictature fasciste de 1927 contraignit le mouvement ouvrier portugais à la clandestinité. A Batalha parut à diverses reprises clandestinement jusqu'à nos jours. Maintenant que « certaines libertés » sont accordées, nos camarades du mouvement libertaire portugais relancent A Batalha pour que le courant anti-autoritaire reprenne sa place dans le mouvement ouvrier portugais. Nous rappelons à nos lecteurs qu'ils peuvent aider financièrement A Batalha et que des visites personnelles sont toujours appréciées.

A Batalha, rue Angelina Vidal, 17. 2° ESQ. Lisboa - Portugal.

Bases d'accord pour la publication de « A Batalha »

1. — A Batalha fut l'organe de la Confédération générale du travail à partir de 1919 et fut publié quotidiennement jusqu'en 1927 et depuis de façon intermittente dans la clandestinité. La C.G.T. se réclamait des principes de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire, c'est-à-dire qu'outre les revendications pour l'amélioration des conditions économiques de la classe ouvrière, elle avait comme objectif fondamental la socialisation des moyens de production. Mais pour arriver à cette socialisation, elle était opposée à l'étatisation de l'économie, que préconisent les partis de gauche, mais voulait l'organisation de la vie économique à partir des syndicats, fédérations d'industrie, conseils d'usines, communes ou municipalités libres, etc.

2. — Dans cette voie, A Batalha se réclame aujourd'hui de la tradition du mouvement ouvrier anti-autoritaire mondial, de l'esprit original de la Première Internationale, de la C.N.T. espagnole, de l'A.I.T. et des autres organisations anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires qui toujours luttèrent pour l'émancipation réelle du prolétariat.

3. — A Batalha se définit comme un organe syndicaliste révolutionnaire et un regroupement de tous les anarcho-syndicalistes et de tous les libertaires en général, ainsi que des courants socialistes anti-autoritaires et autogestionnaires qui leur sont proches.

4. — A Batalha refuse toute participation politique parlementaire, ainsi qu'à des organes étatiques, luttant pour leur substituer des organes d'administration gérés par les travailleurs.

5. — A Batalha récuse le capitalisme sous toutes ses formes, privé ou d'Etat ou soi-disant populaire, et luttant pour son abolition, lutte également pour l'abolition de l'esclavage économique du salariat.

6. — A Batalha soutient la lutte de classe comme unique moyen de réaliser les objectifs précédents, dénonçant toute sorte de type d'association capital-travail, tels que la cogestion, le paritarisme, la participation etc.

7. — A Batalha appuie toutes les structures de base, tant de producteurs que de consommateurs (coopératives de travail de consommation etc.) et dans tous les secteurs de la vie sociale (associations culturelles, créatives, d'éducation, etc.), tendant à la gestion directe des luttes et des expériences constructives ou formatrices par les propres intéressés, dénonçant le représentativisme professionnel et la délégation de pouvoir sans contrôle de la base, remplissant pour toutes les manœuvres et manipulations d'individus ambitieux et d'avant-garde dirigeante.

8. — A Batalha accompagne avec sympathie et donne son appui critique à tout mouvement de travailleurs qui, même dans la société actuelle, tend à chercher des formes d'autogestion au sein des services publics, des usines, des écoles, des universités etc... capables de servir de support à la transformation sociale, dans le sens où ces formes d'autogestion éliminent les structures bureaucratiques et autoritaires mais ne pourraient jamais vivre dans les conditions de la société capitaliste actuelle.

9. — A Batalha est profondément internationaliste et se prononce pour une perspective révolutionnaire mondiale. Elle rejette tout nationalisme, tout impérialisme ouvert ou camouflé, militaire, économique ou culturel. Elle récuse la guerre, le militarisme, le colonialisme ou toute espèce de dictature bureaucratique ou de parti.

10. — A Batalha préconise comme méthodes générales l'action directe, le militantisme actif et la solidarité avec tous les opprimés.

11. — A Batalha lutte pour la révolution sociale et pour un socialisme anti-autoritaire, œuvre directe des travailleurs eux-mêmes ; au gouvernement des hommes sera substitué l'administration des choses.

12. — A Batalha se définit comme syndicaliste révolutionnaire, et prétend stimuler, sans compromissions organiques, la construction du mouvement syndical au Portugal, propageant son idéologie révolutionnaire propre et visant à préserver son autonomie contre les partis et l'intégration réformiste.

13. — A Batalha se propose de contribuer au débat et de clarifier les importantes questions qui se posent aux travailleurs de ce pays, intervenant à tous les niveaux, lieux de travail, syndicats etc..., préconisant l'autonomie et l'auto-organisation.

Lisbonne - Mai 1974.

Ce document fut discuté et approuvé dans une réunion de militants et sympathisants, à partir de laquelle se constitua la coopérative editrice de A Batalha.

SUÈDE

Signalons en Suède la parution du dernier numéro de International Solidarity (Solidarité Internationale) édité trimestriellement par le comité international de la S.A.C. Cette revue nous renseigne sur le mouvement ouvrier mondial et son histoire. Son dernier numéro est consacré à la révolution espagnole et constitue un excellent matériel de propagande pour nos camarades suédois.

Une jeunesse en Allemagne

NORVÈGE

Il existait en Norvège plusieurs groupes anarchistes disséminés dans le pays. Un premier regroupement s'était effectué pour coordonner les efforts de ces groupes pendant les manifestations du 1er mai 1972. Déjà les groupes d'Oslo s'étaient regroupés autour du mensuel « Folkbladet » (4000 exemplaires) ayant aussi une boutique et une bibliothèque. Bientôt, au nord de la Norvège, à Trondheim parut un journal local « Buyenbladet » (900 exemplaires), les groupes anarchistes ayant comme à Oslo un local et une boutique de propagande anarchiste. Sur ces deux bases solides pouvait se constituer la Fédération Anarchiste Norvégienne. Regroupant toutes les tendances, réfutant le marxisme, la F.A.N. laisse toute autonomie aux groupes dans le cadre du contrat moral qu'ils acceptent en rentrant dans l'organisation (respect des tendances, autonomie des groupes...). A chaque congrès annuel est constitué un comité de relations siégeant à Oslo, qui s'occupe entre autres de la rédaction du journal. Un bulletin intérieur a été créé, pour régler les problèmes internes. Nos camarades norvégiens ont mis longtemps avant de constituer une Fédération Anarchiste, mais ils ne l'ont fait que lorsque les groupes déjà constitués en ont ressenti le besoin. Leur propagande trouve écho chez les travailleurs norvégiens où existent des traditions libertaires. En effet des militants suédois de la S.A.C. travaillant dans les années 30 à la pose de voies de chemins de fer, formèrent un mouvement anarcho-syndicaliste (Norsk Syndikalist Federation). Cette organisation n'existe plus de nos jours, mais l'idéal libertaire qu'elle défendait est toujours présent.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Prague — Un de nos amis nous écrit de Prague : « Etant donné que les autorités tchécoslovaques m'ont plusieurs fois pour des raisons politiques, économiques (le pays manque de devises) et autres toujours refusé un passeport valable pour les pays de l'Occident que je voulais visiter comme touriste, j'ai décidé de demander un passeport pour les pays socialistes populaires.

Après bien des démarches cette fois je fus satisfait. Mais bien grande fut ma surprise quand je lus le nom des pays socialistes d'Europe. Bulgarie - Hongrie - Yougoslavie - Pologne - République Démocratique d'Allemagne - Roumanie - Union Soviétique.

Que la Chine de Mao n'y figure pas, je comprends, elle n'est pas en Europe et puis elle est trop grande. Mais l'Albanie ? La petite Albanie, elle, n'y figure pas non plus, probablement parce qu'elle est trop petite, et nous, simples citoyens du bloc « socialiste populaire » nous n'avons pas le droit d'y aller. Et pourquoi ? Certainement parce que les Albanais construisent ou plus mal ou mieux le socialisme. Et nous ne devons pas prendre leur exemple. Ou bien encore, et c'est fort possible, parce que les « camarades de première ligne de ce petits pays ne dansent pas sur la musique de Moscou ».

Et avec le temps notre nouvelle génération oublie peut-être même l'existence de ce petit pays qui se trouve à l'est de l'Europe car depuis 15 ans, la presse, la radio et la télévision « socialistes » n'en disent pas un seul mot ».

ALLEMAGNE

ERNST TOLLER
Editions l'Age d'Homme

On connaît très mal en France le mouvement libertaire alle-

mand. Le livre d'Ernst Toller, s'il nous laisse insatisfaits sur ce point, nous montre le portrait d'une Allemagne pacifiste se reconnaissant dans « L'appel au socialisme » de Gustav Landauer. Semblable au héros de « A l'Ouest rien de nouveau » de Erich Maria Remarque, c'est au milieu de la guerre qu'Ernst Toller prendra conscience du rôle des classes dirigeantes. Revenant alors ses origines bourgeoises (son père était conseiller municipal) il prendra aux côtés de Mühsam et Landauer une part active aux brèves destinées de la république des conseils de Bavière. L'écrasement de celle-ci le laissa profondément désemparé. Quand plus tard en exil en Amérique il apprit en 1939 la déroute de la révolution espagnole, il se suicida dans sa chambre d'hôtel. Deux révolutions manquées, l'exil dans la pauvreté avaient eu raison de sa foi en la liberté.

C'est dans des circonstances moins tragiques que mourut en 1958, aux U.S.A. Rudolf Rocker. Ses « Mémoires d'un anarchiste allemand » paraissent en Allemagne en livre de poche. Signalons aussi la parution d'un livre de Augustin Souchy « Zwischen Genären, Campesinos und Revolutionären » où il relate sa vie durant son exil en Amérique du Sud. Nous espérons, pour les lecteurs connaissant la langue allemande, nous procurer quelques exemplaires de ces livres à la librairie Publico.

Relations Internationales.

La Fédération anarchiste exprime sa totale désapprobation face aux violences exercées par le service d'ordre de la CGT, à l'encontre des militants anarchistes qui participaient à la manifestation du 19 novembre, et dont la presse n'a donné que des échos mensongers.

Alors que sur la scène politique le Parti communiste s'indigne qu'un Poniatowski l'accuse de « fascisme », il a démontré que, dans les faits, il refuse de reconnaître aux minorités le droit et la liberté d'exprimer leurs opinions et leur solidarité dans la lutte sociale.

La Fédération anarchiste, ennemie des politiciens de droite comme Poniatowski, ne peut pas être non plus l'amie des gardes-chiourmes bolchéviques, d'un socialisme sans liberté.

Fédération Anarchiste.

SOUSCRIPTIONS

Mauget	50,00	Peyrou	37,00
Devriendt	8,00	Louise Michel	47,00
Esteban	5,00	Jean-Marc	5,55
Traiteur	10,00	Anonyme	1,00
Marc	6,00	Hervé	1,50
Millot	20,00	Dupuis	10,00
Lantuejoul	5,00	Gilbert	10,00
Zulker	60,00	Géral	1,50
Sassoulas	10,00	Hervé	5,00
Preis	40,00	Jean-Pierre	5,00
Chandioux	20,00	Vincent	9,00
Meyer	27,00	Hervé	3,50
James	200,00	Lokum	0,20
Rezoagli	10,00	Bruno	15,60
Martin	10,00	Patrick	7,00
Lanza	15,00	Riseult	20,00
Goussou	5,00		678,75

« BUFFET BONTEMS »

Une pièce de théâtre ou un réquisitoire contre la peine de mort ? Il a suffi à l'auteur pour le faire entendre de s'en tenir aux propos mêmes de l'opinion et de ce qui l'oriente.

Personnel pénitencier, justice, parlement, Eglise, tout cela défile dans un étalage de bêtises et de crimes.

Et que nul ne crie à la caricature, puisque le plus gros du texte est fait de citations intégrales.

Tout au plus, par la voix du récitant, un commentaire à l'emportement vient çà et là nous rappeler le complot des héros de cette triste aventure : les rétractations de l'expert, sous la pression du juge Poignard (nom prédestiné comme nous le dit l'auteur) et le crime commis par M. Pompidou, envoyant délibérément un innocent à la mort, pour des raisons électorales.

Ici, pas d'équivoques ; les choses et les hommes sont appelés par leurs noms !

La scène s'ouvre sur un rideau noir au pied duquel Bontems est assis, la tête dans les mains, tandis qu'au-dessus de lui, derrière une échancrure en forme de lunette de guillotine, demeurera, durant toute la pièce, le visage douloureux de sa mère.

Aux côtés de ces deux personnages fixes, qui s'axe de tout le drame, évolueront des décors à vue et le défilé de tous les autres : directeur de prison, juge député, évêque, expert, bourreau, soucieux de jouer leur petit rôle dans cette macabre comédie.

Il y a aussi l'opinion, cette sacrosainte opinion, qui ne sait trop pour le compte de qui elle fait le trottoir, et qui répétera à satiété toutes les cruelles stupidités dont on la gave.

Sans temps morts et sans entracte, nous irons jusqu'à la scène ultime où l'on assiste à la dernière heure du condamné au cours de laquelle « la Société » ligote un homme désarmé pour le traîner jusqu'à l'échafaud.

C'est à vomir ! Il paraît que la pièce n'a pas eu les fleurs de ce qu'on nomme la critique.

L'inverse s'expliquerait mal, alors qu'elle dénonce tout ce qui a voix dans le pays.

La presse, qui n'est pas épargnée (et où France-Soir est traité comme il le mérite), allait-elle chanter les louanges d'un spectacle qui la démasque ? D'autant moins qu'il flagelle au passage tous les grands de ce monde, devant lesquels ceux faisant carrière dans « la noble vente du papier journal » sont prêts à toutes les servilités.

En bref, une pièce à laquelle il faudrait que tous assistent avant d'oser dire un mot sur la peine de mort.

Un rapide commentaire sur l'équipe qui joue la pièce : outre Jacques Garsi (Bontems) d'une belle sobriété et Fanny Robiane (sa mère) dont la riche carrière a toujours témoigné d'une rare sensibilité, les autres acteurs nous mettent sous les yeux le défilé des personnages présentés avec une grande indignation par Christian Le Guillochet ; Pierre Léomy figure tour à tour avec autorité le directeur de Clairvaux et le juge Poignard ; non moins talentueux, André Faure interprète successivement le député Brio et le révérend père Bruckberger, dont il souligne, sans le moindre excès, le style démagogique du premier et l'onctuosité hypocrite du second, Dominique Bernard se montre pleureur à souhait dans l'expert et béat

Tristan Cabral
1948-1972

On ne traitera pas TRISTAN de poète, il n'était pas ce que les esthètes de St-Germain-des-Près appellent un « poète de gôche », il est mort, non d'avoir rêvé mais d'avoir vécu par ses cris, ses triques, son sang. Comme Rimbaud, Tristan est l'éclair vivant pour l'accomplissement de ses désirs.

Trajectoire de feu que la vie de Tristan. Il comprend très vite que sa recherche d'un dieu n'était que celle de la révolte du Christ, celui qui dérange.

« Maintenant que tout Dieu n'est plus qu'une excroissance.

Maintenant que se lèvent des soleils mitrailleurs.

dans l'exécuteur des hautes œuvres, l'on peut enfin goûter la suffisance et l'étalage de lieux communs de la femme du bourreau qu'interprète Maryvonne Mons.

Mais ce qui est à apprécier dans ce concert de talents, c'est qu'aucun ne tire la couverture, sans pour autant tomber dans la platitude, que l'on confond si facilement de nos jours avec la simplicité.

Frédérique Lumet, voix et piano, apporte un fond sonore à certaines scènes dans le style nostalgique des « blues » américains. Maurice LAISANT.

(1) Théâtre Lucernaire
18, rue d'Odessa 75014 Paris.

OUVREZ LE FEU !

Maintenant que l'esprit crève comme un mal-blanc.

Maintenant qu'on me passe des camisoles de rires.

Je proclame venue la saison des tempêtes.

De Dieu, il passe naturellement à Karl Marx.

Réfutant bientôt tout dieu, tout maître, il est rejeté du P.C.F. pour anarchisme.

Il vivra sans parti, à la recherche d'un idéal et en maudissant les poètes communistes « qui font des vers avec le sang des autres ». Mai 68 « noblesse du calendrier » (dixit Ferré). Tristan s'y jette avec la force et la révolte de ses vingt ans. Mais la vague immense s'éteint « dans les urnes de la mort » « des fossyeurs démocratiques ».

Ecœuré, Tristan va se battre à travers le monde. Itinéraire libertaire d'un homme portant Guernica au fond des yeux, il est à Prague en 1968, dans les vieilles rues du Ghetto quand les chars marxistes écrasent un printemps.

« J'avais grand ouvert au-devant des tueurs.

Au bord de la Moldau, mon visage recule.

Des rafales vivantes ont couché dans mes yeux

Des groupes d'enfants tristes accrochés aux blindages ».

Il se bat au Proche-Orient,

avec les Kurdes, les Turcs enfin, ami de nombreux poètes et romanciers turcs dont certains ont été exécutés ou attendent encore en prison, il écrira de nombreux poèmes traduits dans des revues clandestines.

Arrêté et torturé à Istanbul, lors de son dernier séjour, il rentre en France et après d'autres tentatives qui le conduiront à l'éthylisme et à une sorte d'ésotérisme du refus, il sera interné dans un hôpital psychiatrique.

« Une corde dans un couloir d'hôpital et c'est la fin.

Mais c'est bien tard pour tout recommencer

Le matin coule dans mon verre

Et je vomis des ombres sur des genoux de pierre

Qui sait si nous aurons un pendu

Aujourd'hui ».

Comme l'écrit Yann HOUS-SIN, l'ancien professeur de Tristan qui a retrouvé et arraché ces textes au silence :

« A présent que les bourgeois s'éloignent, que les flics se taisent. »

« Qu'ils soient d'Ukraine ou du Texas », qu'ils laissent cet enfant parler à ses frères qu'on étrangle de Saigon à Ankara. »

Et dessous les pavés... l'asile psychiatrique.

L.A.E.F.A.

A propos du quarantième anniversaire de la mort de Erich Mühsam

Erich Mühsam fut assassiné le 10 juillet 1934 dans un camp de concentration de Oranienburg près de Berlin. Qui était Erich Mühsam ? Pourquoi le tuèrent-ils ? Il y a peu de temps un ami argentin me posa ces questions. Cela m'offre la possibilité de rendre honneur à un homme dont la vie fut consacrée à l'accomplissement de son haut idéal.

Le 8 avril 1879 naissait dans une famille de pharmaciens, Erich Mühsam. Quand il eut à peine 17 ans, il fut mis à la porte du lycée Katharineum de Lübeck pour avoir critiqué dans un journal local une conférence supernationaliste du directeur. Le jeune non-conformiste continua son éducation humaniste dans une ville de l'Allemagne du Nord. Au début du siècle, il était connu à Berlin en tant que poète et bohémien. Le jeune Mühsam entra en contact avec Gustave Landauer, de quelques années plus âgé que lui, et se convertit au socialisme libertaire. Il passa ainsi de la satire littéraire à la critique sociale concrète. Personnage de la bohème littéraire à Schwabing et à Munich, Erich Mühsam publia à partir de 1911 « Cain » (revue mensuelle au profit de l'humanité) dans laquelle apparaissent des articles en prose et en vers sur des thèmes sociaux et culturels, rédigés par lui-même.

Durant la Première Guerre mondiale le gouvernement bavarois expulsa cet antimilitariste gênant de la capitale et le mit en résidence surveillée à Traunstein, une ville de province. A la chute de la monarchie le 17 novembre 1918 il retourna à Munich, où il joua

un rôle important dans les milieux révolutionnaires. A la proclamation en Bavière de la république des conseils (7 avril 1919) Mühsam et Landauer sont nommés commissaires du peuple. Une semaine plus tard, ils étaient arrêtés et emprisonnés, à l'exception de Gustav Landauer qui s'en échappa par hasard. Néanmoins au 1^{er} mai Landauer fut tué littéralement à coups de pieds par des soldats à qui on en avait donné l'ordre. Mühsam fut condamné à 15 ans de prison. Fin décembre 1924 il est amnistié après 5 ans et 9 mois de prison. Un jour gris de janvier en 1925 nous l'attendîmes à Berlin. Un groupe d'admirateurs le porta en civière de la gare jusqu'à une place de la ville où des milliers de personnes accueillaient avec enthousiasme ce révolutionnaire populaire. Fidèle à la mission qu'il s'était fixée, ce lutteur de la liberté optimiste malgré les coups reçus, recommença son activité d'éclaircissement politique dans une situation complètement différente. Négligeant sa situation personnelle il s'efforça d'obtenir la liberté des prisonniers politiques, entreprit des tournées de conférences, écrivit des articles de critique sociale, et des poésies. Il publia la revue mensuelle anarchiste « Fanal », composa le drame « Raison d'Etat » dans lequel était représentée la fin tragique de Sacco et Vanzetti et publia aussi des essais politiques pour assurer son gagne-pain. A la cinquantaine ce prédateur de la liberté, ce tribun populaire était plus actif qu jamais. Dans son livre « La société se libère de l'Etat » (Befreiung der Gesellschaft vom Staat) il montre clairement que « pour le travailleur il n'y a pas de différence entre le fruit de son travail exploité par une société anonyme ou par l'Etat ».

C'est la négation claire non seulement du capitalisme basé sur la propriété privée, mais aussi du capitalisme d'Etat camouflé sous les traits du socialisme ou du communisme, Ennemi du pouvoir central étatique et de la dictature du gouvernement des soviets, Mühsam se prononçait en faveur du droit des conseils dans un système fédéraliste. Semblable doctrine libertaire était pour les « archi-autoritaires » national-socialistes aussi odieuse que le communisme d'Etat. En décembre 1932 le quotidien d'Hitler « L'attaque » de Berlin accusait « le marxiste juif Mühsam » d'avoir ordonné en 1919 en tant que commissaire du peuple de la république bavaroise des conseils à Munich, l'exécution de 22 otages. Le fait que Mühsam avait été arrêté et emprisonné dans une prison du Nord de la Bavière, 12 jours avant l'exécution des otages est caché. C'est pourquoi la calomnie est publiée dans la presse nazie de tout le pays, comme son portrait. Ainsi commença une campagne systématique contre Mühsam.

Le 27 février 1933, dans la soirée, Erich Mühsam me rendit visite dans mon appartement de Berlin à Wilmersdorf, au 62 de la rue Augusta. Il était 10 heures du soir quand nous entendîmes à la radio la nouvelle de l'incendie du Bundestag. Nous eûmes un sombre pressentiment de ce qui allait se passer. Je conseillais à Erich de rester chez moi. Un sergent de police, sympathisant social-démocrate appelé Stappenbeck, qui vivait un appartement plus bas, avait promis de me prévenir à temps. Les perquisitions des fiers-à-bras nazis étaient communiquées aux postes de police un jour avant et devaient être effectuées avec un policier en uniforme, car les nazis n'étaient pas encore officiellement au pouvoir. Cette nuit nous étions

encore en sécurité. Erich n'accepta pas, car le matin suivant il se proposait de partir pour Prague en Tchécoslovaquie et devait se préparer pour le voyage. Il ne pressentait pas l'imminence du danger. A cinq heures du matin, une heure avant son départ vers la liberté, il fut arrêté...

Il existe des informations, qui coïncident sur les 500 jours de souffrance et de torture auxquelles il fut soumis, provenant de ses camarades de captivité. Dans le premier camp de concentration à Sonnenburg, ce prisonnier myope et fragile fut soumis aux travaux les plus durs, outragé, insulté, roué de coups de pied et de poing. « Une fois ils le frappèrent en ma présence si épouvantablement qu'il tomba, inanimé à terre. Nous voulions l'amener à son lit mais on nous l'interdit. Ses bourreaux lui jetèrent un baquet d'eau à la figure pour le faire revenir à lui. Chaque fois que la garde était relevée ils le rouaient de coups dans le couloir. Ses yeux étaient horriblement enflés et à cause des gifles qu'il recevait il avait perdu presque complètement l'ouïe. Un jour ils lui dirent qu'il devait être fusillé et devait creuser sa propre tombe dans la cour. Il prit la pelle, en frappa un de ses bourreaux aux jambes, ouvrit sa chemise et cria : « Me voici, tuez-moi, chiens. Je ne creuserai jamais ma propre tombe. » Les gardiens n'en finissaient jamais de ce jeu cruel. « Dans le pénitencier de Brandeburg où il fut transféré après la fermeture du camp de Sonnenburg, la vie ne lui fut pas plus douce. Un de ses compagnons de cellule raconta : « Ils torturèrent Mühsam plus que tous les autres prisonniers. A l'aube du 24 octobre 1933 ils le rouèrent tellement de coups qu'ils créverent un abcès de pus qu'il avait à une oreille.

Il n'entendait plus rien de cette oreille. Ses yeux étaient rouges et saignaient. Ils lui avaient brisé les pouces pour qu'il ne puisse pas écrire à son épouse. »

Le troisième et dernier camp où se trouva Mühsam fut Oranienburg. Un témoin, John Stone, libéré 5 jours après la mort de Mühsam, décrit dans le quotidien de Copenhague « Extrabladet » la vie quotidienne de Mühsam : « Il était conduit chaque jour à la cellule 16 où on le torturait. L'après-midi du 9 juillet 1934 il fut appelé devant le commandant du camp de concentration. Quand il revint il nous raconta : « Ils voulaient que je me pendre, mais je ne leur ferai pas ce plaisir. » Vers 9 heures du soir ils vinrent le chercher. Il nous fut exceptionnellement défendu de faire usage du cabinet qu'il y avait dans la cour. Le jour suivant nous en comprîmes la raison. Dehors dans le cabinet nous vîmes le cadavre de Mühsam horriblement mutilé et pendu à une corde attachée à une poutre. Le corps pendait avec les jambes dans le trou d'évacuation. La corde était bouclée par un nœud de marin que Mühsam sans expérience de ces choses n'aurait jamais pu faire. Le cadavre montrait des traces de sévices récents. Ils l'avaient torturé à mort, puis pendu. »

Ce fut la triste fin du combattant de la liberté Erich Mühsam. Dans son corps fragile vivait un esprit fort qu'aucune torture ne put détruire. « Et même s'ils me tuaient, je ne me courberai jamais ! » était sa propre devise. Quand on a voulu lui faire chanter la chanson social-nationale de Horst Wessel, il chanta de toutes ses forces l'Internationale.

Augustin Souchy.
(Traduit de l'allemand Zeigest - n° 28129, juillet-août 1974.)



CAPITALISTE ET SYNDICALISTE MEME COMBAT

par Corale
Spartacus éditeur

Coucou, les revoilà ! L'équipe n'a pas une ride. Tels nous les avions connus lorsqu'ils publièrent « Les ouvriers face aux appareils », tels nous les retrouvons avec naturellement ce vocabulaire hérité des « Situs » et des « Provos » et ce goût immodéré de la parlotte sous forme de colloques qui projettent des fortes pensées du genre « On n'en a rien à foutre », « Je fais du boulot, moi », « On fait des trucs intéressants », « Les syndicats c'est de la merde » et j'en passe !

Il n'y aurait rien à ajouter aux remarques que je faisais dans « La Rue » sur leur premier livre, s'ils ne s'étaient pas mêlés de raconter l'histoire du syndicalisme en se servant, eux qui se proclament « libertaires » (sic) dans la présentation de leur ouvrage, de l'histoire du mouvement ouvrier de Jean Bron, paru avec l'imprimerie de la « faucille et du goupillon » sans nous dire même deux phrases sur la naissance du syndicalisme ; avec cette suffisance des âmes fortes, ils le proclament « réformiste dès sa naissance ». Dame, le Manifeste des Soixante, n'employait pas le vocabulaire choisi de nos révolutionnaires, c'est probablement ce qui les a empêchés de voir une petite phrase de ce manifeste où pour la première fois des ouvriers rejetaient les partis « révolutionnaires et leurs chefs » et proclamaient qu'ils voulaient faire leurs affaires eux-mêmes. Ce qui les a peut-être empêchés d'analyser le congrès de Bâle de l'Internationale, c'est que la résolution socialiste, égalitaire, libertaire qui le clôtura était l'œuvre de la section française conduite par Varlin, qu'elle s'opposait, à propos de l'héritage, de l'égalité et autres bricoles, à Marx qui ne s'était pas dérangé mais qui avait délégué ses troupes. Il est vrai que « ces néo-libertaires » ont bien du mal à se décrasser d'un dogmatisme marxiste qui a bercé leur jeunesse et leurs premières illusions. Qu'ils soient anti-syndicalistes c'est leur droit et personne ne le leur reprocherait s'ils ne se mélaient pas de trier dans les faits historiques ce qui les sert en rejetant le reste. Mais d'ailleurs, dans ce genre, les jésuites noirs ou rouges leur ont déjà tracé la voie.

Ils nous informent que ces réflexions profondes, ils en ont le privilège parce qu'eux « ils sont dans les boîtes, auprès des travailleurs ». Probablement que vous ou moi nous devons être dans des châteaux entourés de danseuses ? Et c'est cette présence dans les rôles qui leur permet des réflexions profondes comme celle-ci par exemple : « Un quart des ouvriers sont syndiqués, c'est parmi les autres qu'il faut trouver des révolutionnaires. » Aberrant ! A part quelques exceptions qui confirment la règle, les ouvriers qui repoussent les syndicats ne le font pas par idéologie mais simplement par intérêt ou par veulerie. On peut certes discuter la politique des organisations syndicales, mais les ouvriers qui se syndiquent représentent en gros les travailleurs qui ont pris, bien ou mal, conscience de leur condition.

Enfin ce groupe, qui avoue ne pas avoir de perspectives bien déterminées, se tourne en désespoir de cause vers les communautés, il a raison. Là, dans cette petite oasis, après avoir ramé les petits pois et arraché les pommes de terre, il pourra, accoudé à sa fenêtre, regarder passer la vie avec son cortège d'espoirs et de luttes. Un conseil pourtant : qu'il ne se fasse pas trop d'illusions ; c'est au moment où dans la communauté on commence à éplucher collectivement les demoiselles que ça fait... boum !

HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE PROLÉTARIENNE

de Michel Ragon
Albin Michel éd.

J'ai souvent cité dans mes articles de notre journal « L'Histoire de la littérature ouvrière » de Michel Ragon. Aujourd'hui, il nous donne une « Histoire de la littérature prolétarienne » qui est une refonte et une amplification de deux de ses ouvrages précédents « Les écrivains du peuple » et « L'Histoire de la littérature ouvrière ».

Dans sa présentation, l'auteur définit clairement ce qu'il entend par littérature prolétarienne. Son but n'est pas de traiter de littérature révolutionnaire, même s'il cite au passage des écrivains socialistes, communistes ou anarchistes. « Il s'agit au contraire d'une littérature de témoignage sur la vie prolétarienne, écrite par des prolétaires ou d'anciens prolétaires, ouvriers ou paysans. Des autodidactes par conséquent, nés dans le peuple, ayant une formation de travailleurs manuels et qui nous montrent le visage authentique du peuple... » Et au passage il nous informe qu'il ne s'agit pas d'une littérature « destinée aux classes pauvres la plupart du temps écrite par des bourgeois ». Et son titre « Littérature ouvrière, littérature paysanne, littérature d'expression populaire » cerne admirablement son sujet.

Un tel livre ne se raconte pas, il se lit d'abord d'un seul trait puis il forme un recueil précieux dans lequel chacun d'entre nous peut puiser pour sa culture personnelle ou pour des travaux éventuels.

Cette littérature prolétarienne dont nous parle Ragon est généralement ignorée du peuple, « volontairement » d'ailleurs, et l'auteur nous en donne quelques raisons pertinentes. Il n'en existe pas de plus caractéristiques de la morale de la bourgeoisie libérale qui ne laisse au peuple qu'une seule voie pour échapper à son ghetto, c'est la sélection qui permet à un ouvrier de s'échapper de sa classe pour prendre place auprès des privilégiés, et le peuple cherche dans la littérature bourgeoise tous les éléments qui alimenteront cet espoir où il bercera sa nostalgie du mirage doré que lui offrent les classes dirigeantes.

Il faut lire ce livre, le placer à portée de sa main. C'est l'histoire de la lente ascension de l'esclave illettré vers un savoir en marge de celui qui finira par lui inculquer pour des raisons utilitaires le maître qui l'emploie. Et à travers cette littérature naîtra la prise de conscience. Et même si sa littérature ne fut pas à proprement parler prolétarienne, mais économique et philosophique, Proudhon, qui devait donner naissance au socialisme libertaire, fut un écrivain né du peuple.

L'histoire de la littérature prolétarienne qui comble un vide a sa place dans toutes les bibliothèques d'usine, de village ou de quartier. Surtout, amis lecteurs, n'oubliez pas de l'exiger auprès de vos comités d'entreprise ou de vos municipalités.

MON VIEIL AMI JOACHIM

par J. Briant

Edition La Ruche Ouvrière

La littérature ouvrière de témoignage est rare, et on peut le regretter car c'est à partir de cette littérature qu'on parvient à reconstruire l'histoire d'un peuple. Briant, l'auteur de cet ouvrage, est correcteur d'imprimerie. Cette profession lui a donné le goût de l'histoire bien construite et bien racontée. Il a écrit plusieurs nouvelles et aujourd'hui il se décide à en publier une. C'est d'abord l'histoire

d'une amitié, née d'une rencontre fortuite et que la vie militante (Briant fut un pacifiste) développera. Mais plus que des thèses, cet ouvrage nous peint le caractère d'un homme exceptionnel dans sa simplicité. Cet homme c'est Joachim ! Joachim est un de ces caractères mesurés et solides comme on en rencontre parfois dans les mouvements humanitaires. Ce n'est pas vraiment un militant, c'est un sage qui essaie de faire de sa vie un exemple pour la propagation de ses idées. Je sais, ces personnages sont parfois agaçants, la vertu paraît souvent une couche fragile plaquée sur la nature humaine et un rien en fait craquer le vernis. Pourtant nous nous attachons à Joachim non pas par un miracle de l'écriture, mais parce que le personnage paraît vrai. Briant a su, avec beaucoup d'émotion nous faire partager son estime pour l'homme qu'il nous décrit.

Oui, Joachim est un brave homme, un honnête homme, Briant aussi. Mais cela suffit-il pour abattre la bête... ? Ça, c'est une autre histoire et la vertu ne suffit pas !

AHASVERUS

par Henri Poulaille

Edition L'amitié par le livre

Les hommes de ma génération qui furent des prolétaires à une époque où le prolétariat existait encore avec son cortège de misères et d'épuisements, se rappelleront cette bouffée d'air pur, que constitua pour eux la parution de « Nouvel Age Littéraire » où Poulaille essayait de définir une littérature ouvrière qui soit différente de la littérature révolutionnaire où la propagande avait la première place. Puis ce fut cette suite d'ouvrages dont j'ai parlé autant que j'ai pu et qui ont été l'enchantement de la jeunesse passionnée : « Le pain quotidien » le chef-d'œuvre de l'écrivain, « Les Damnés de la terre », « Pain de soldat », d'autres encore !

Cependant son premier livre, celui qui comme tous les premiers livres contient en puissance tous les ouvrages qui suivront n'avait jamais été publié. C'est cet ouvrage « Ahasvérus » que publie aujourd'hui nos amis de l'Amitié par le livre et nous ne pouvons que les féliciter de ce choix.

Ahasvérus c'est un des noms du juif errant, personnage légendaire au Moyen Age, construit à partir d'un verset de l'Evangile sur le mauvais juif condamné à errer éternellement. Poulaille très habilement a construit à partir de ce personnage un dialogue entre la vie et la mort dont les convulsions où se débat l'humanité servent de prétexte. Mais évidemment le centre de ses réflexions c'est cette effroyable tuerie de 14-18 et ce livre laisse prévoir ce que sera cet autre ouvrage sur la guerre, « Pain de soldat ». L'auteur touche à tous les problèmes que la guerre engendre, que ceux-ci soient matériels ou moraux et la troisième partie de cet ouvrage, « l'arrière des lignes », n'est pas le moins savoureux. Je ne raconterai pas ce livre que vous lirez j'en suis sûr. Et pour le ton je préfère, plutôt que de l'évoquer, vous le faire sentir par ce passage qui pourrait s'inscrire dans tous les recueils de pensée.

« Un ricanement strident le fit sursauter (Ahasvérus, le juif errant). La mort était devant lui. »

« — Que parles-tu toujours de Dieu, vieux fou ! Il n'y a pas d'ordre de Dieu. Il n'y a pas de Dieu. Il y a la Vie et Moi. Tu es la vie, son éternel témoin, l'image témoin de sa pérennité : et la courbe de la vie est comme la pérégrination, une marche perpétuelle et illusoire. Moi, je suis l'éternelle faucheuse. J'assure l'équilibre dans tout, pour tous, et la possibilité de ta marche elle-même. Nous sommes tous deux insatiables et comme toi j'ai toujours à m'activer. »

La qualité de ce texte, mieux que tout commentaire, vous incitera à lire ce livre. Et comme moi vous regretterez la misère de l'édition qui rejette du circuit normal une œuvre de cette qualité. Et comme moi vous penserez que cette liberté des œuvres littéraires du monde du travail, il va falloir la conquérir !

CRISE ÉCONOMIQUE, CRISE DE SOCIÉTÉ

Le jour où l'Inde, l'Australie, les îles d'Océanie, l'Afrique, toutes les contrées actuellement exploitées par les européens, auront proclamé leur indépendance, en disposant souverainement de leurs propres richesses, en élevant le prix de leurs denrées et faisant concurrence à nos propres articles, elles ne nous livreront plus rien que contre un juste équivalent — ce jour-là les nations se trouveront bloquées les unes les autres... alors si l'équilibre entre leur production et la consommation ne s'établit partout, si les facultés génératrices continuent à déborder les facultés industrielles, les motifs politiques ne manquant pas, la lutte éclatera, inexorable, universelle.

PROUDHON (La guerre et la paix)

Nos sociétés sont basées sur une certaine forme d'offre et de demande, offre et demande de travail, offre et demande d'objets, de denrées : Chacun a la « liberté » d'offrir, chacun a la « liberté » de demander ou de ne pas offrir, de ne pas demander, et tout cela est sujet à spéculation : c'est le système libéral.

La propriété et les valeurs capitalisables (thésaurisables) sont les bases de calcul, les unités de référence. Les moyens d'échange sont, concrétisés par le papier monnaie, donnés aussi à l'ouvrier, à l'artisan, au paysan sous forme de valeur-travail. Comme elles sont aussi basées sur le profit immédiat, la valeur-travail est payée la plus basse possible par rapport à la valeur marchande, et l'offre et la demande sont gonflées, plus en vue de la rentabilité que de la nécessité de fonctionnement ou d'approvisionnement.

Les revendications de l'homme pour la reconnaissance de sa dignité et de la dignité de ses œuvres font qu'il demande sans cesse une réévaluation, une reconnaissance de « sa » valeur-travail en rapport à « leur » valeur-marchande. Si par le mécanisme du système libéral (offre et demande spéculative, économie de marché) les travailleurs de telle ou telle branche sont peu nombreux et nécessaires à la rentabilité, ils auront gain de cause et seront certainement mieux payés, si c'est le contraire il y a inflation de main-d'œuvre, chômage, et, de ce fait, la société pouvant puiser à foison dans cette masse de producteurs sans travail, c'est elle qui fixera ses prix quand bien même les travailleurs seraient-ils bien organisés.

Ces théories sont valables sur un plan national ou si tous les pays étaient économiquement à la même enseigne. Ce n'est pas le cas. Les dirigeants (économiques) des pays dits riches ont donc une porte de sortie vers les pays dits pauvres : Quand la main-d'œuvre est trop chère chez eux, ils font faire le travail soit par la main-d'œuvre étrangère immigrée, ceci afin d'augmenter la demande, soit dans les pays où la main-d'œuvre est meilleur marché, exemple : beaucoup de vêtements qui étaient fabriqués en France l'ont été en Italie, en Espagne puis au Portugal, Inde, Pologne, Thaïlande, Maroc, etc. Les firmes japonaises qui bénéficiaient d'une main-d'œuvre bon marché construisent maintenant, vu les progrès sociaux et les réajustements des valeurs-travail dans leur pays, des succursales en Inde.

Pour les matières premières et les denrées alimentaires ce jeu des valeurs vaut aussi : le prix du travail étant d'un moindre coût dans les pays pauvres, les financiers, les revendeurs, ont plus d'intérêt à les acheter là-bas, tandis qu'ici les producteurs veulent maintenir et améliorer leur valeur-travail vis-à-vis de la valeur-marchande en augmentation perpétuelle, la société bourgeois-capitaliste, propriétaire et gestionnaire de ses propres biens voulant garder le rapport de profit en cours dans son milieu, pousse à l'abandon de l'extraction des minéraux et à la destruction des récoltes non compétitives, quitte à les faire indemniser par la société anonyme « Etat », sauvegardée de leur patrio- moine et gestionnaire des hommes et des idées.

Le coup de gueule des dirigeants arabes (1), parce qu'ils touchent un secteur clé, le support, pourrions-nous dire, de nos sociétés dites évoluées : l'automobile, a fait prendre conscience à un certain nombre de gens de la fragilité du système. Ils n'en saisissent pourtant pas toutes les conséquences.

Hierarchie du bien-être et de la liberté

Certains pays plus pauvres, mais n'appartenant toutefois pas au tiers-monde, ont vu, étant donné leur évolution économique nationale, leur consommation intérieure augmenter et, de ce fait, ils exportent moins d'aliments, de matières premières. Les exportations leur servaient :

1) à obtenir des devises fortes (moyen d'échange international) qui leur permettaient la création de structures génératrices (usines de production, centres ou coopératives de ventes) nouvelles ou leur rachat (nationalisation) quand elles appartenaient à des capitaux étrangers ;

2) à se doter et entretenir un appareil étatico-militaire puissant et inamovible même s'il se « démocratise ».

Leur expansion leur permet de prendre une plus grande indépendance économique et un essor vers l'exportation de produits finis, et de ce fait de se rapprocher des cours commerciaux en vigueur, détruisant ainsi l'équilibre initial de profit, ce qui provoque un réajustement de la valeur marchande internationale dans le but de conserver ce taux de profit.

Différents pactes politico-économiques lient entre eux ces pays riches et moyennement riches, en général pays anciennement colonisateurs ou colonisateurs économiques, et les obligent à une certaine solidarité et à une tolérance vis-à-vis d'éventuels forcing commerciaux de certains ; de plus, les accords de Yalta aidant, chaque camp est à l'aise chez lui et règle ses affaires en famille (2).

Les pays sous-développés n'entrent pas dans ces accords, ce sont en général d'anciens pays colonisés que les pays colons croyaient pouvoir garder sous tutelle économique, et dont ils croyaient pouvoir extraire toutes les matières premières nécessaires au fonctionnement de leur système. Pour ce faire, quand les pays colonisés ont acquis leur indépendance par la force ou non, les pays colons ont mis à leur tête des hommes fidèles au système étatico institué, sous ses diverses formes, internationalement ces hommes qui ne servaient qu'à maintenir les masses sous la tutelle économique et sociale des soi-disant grands et les obligent face à leur pillage d'observer un immobilisme, un attentisme récompensé par une aide, une aumône ; aide qui servait de soupape de sûreté à une éventuelle révolte de la faim et se réservaient le droit de jouir du P.N.B. pour leurs gouvernes et celles de leurs acolytes.

L'internationale Etato-Economique

L'industrie dans une économie de marché a besoin pour se développer d'une consommation à sa mesure et à celle de ses ambitions. Avant il y avait la bourgeoisie et le peuple des travailleurs qui n'avaient pas les moyens de consommer. De blocages en crises, la société évolua et donna, vu les pressions sociales, plus de moyens à la masse ayant ce qu'il fallait matériellement, à la plus grande fragilité des produits, voire à leur destruction systématique dans le but d'accroître la demande. A l'heure actuelle les marchés bloqués se sont tournés vers les pays en voie de développement et ensuite vers les pays sous-développés. Pour cela il faut leur donner les moyens (papier-monnaie) de consommer, pour cela il faut leur faire prendre un virage politique, quitte à aider par l'intermédiaire de l'U.R.S.S. les mouvements de masse qui naissent, eux, sans aucune connivence. Il faut que d'un régime de tutelle les pays sous-développés passent à un régime libéral. Les sociétés multinationales sont bien en place, les Etats déjà constitués et institués internationalement par l'intermédiaire des réseaux diplomatiques, sont bien solides sur leur état.

Tout ce beau monde pare, déjà, à une éventualité de renversement de l'Etat dans les pays sous-développés en leur permettant, avec l'aide de l'argent gagné par le jeu de l'augmentation des matières premières et des denrées, d'acheter leurs propres armes. Si un essai de renversement des structures devait avoir lieu, les Etats marxistes et libéraux se ligueraient contre les pays qui auraient transgressé la règle du jeu international. L'Espagne anarchiste est un parfait exemple de ce que sont capables les partisans de l'Etat quand un pays tout entier s'émancipe par l'émancipation des individus le composant et que ses individus prennent, en prouvant leur capacité, leur société en main. Plus récent est l'exemple du Chili bien qu'il n'ait pas été aussi loin, vu le maintien de l'Etat dans cette émancipation.

Producteurs - Moteur de progrès

La main-d'œuvre étant devenue trop chère ici, les moyens de production des pays riches se sont exportés vers les pays du tiers-monde apportant ainsi un moyen de comparaison vis-à-vis de ce qui était et une ouverture d'esprit aux masses touchant à cette nouvelle forme de production, à tous ceux qui la cotoyaient ; la main-d'œuvre immigrée apportait elle aussi vers son pays d'origine, une ouverture acquise au contact de nos structures sociales et de nos conquêtes populaires. Ces masses, dans la pratique et le contact humain, sentent peu à peu l'éloignement qui les séparent de notre bien-être social d'une part, et d'autre part, l'avènement de la radio, de la T.V., du cinéma, s'ils ont servi à l'ouverture de marchés, source de profits nouveaux, apportent à ces masses l'image d'une société sur-industrialisée et les possibilités d'un luxe enchanteur. Com-

ment donc arrêter le désir, la revendication de ces peuples à accéder à nos niveaux de vie ? Pourquoi donc devant l'image de tout ce gâchis de bonheur les déshérités, les parias, devraient-ils rester tranquilles sous le joug économique et social de leur gouvernement, aussi démagogique qu'il soit, et des gouvernements des pays de l'Est comme de l'Ouest ?

Les masses de ces pays poussent leurs dirigeants, s'ils veulent rester en place, à mettre dans leur programme l'indépendance politique et économique de leurs pays et une aspiration socialiste réelle. Ces dirigeants, donc, prennent leurs mots-d'ordre au sérieux ou sont remplacés par d'autres répondant plus, verbalement tout du moins, aux aspirations des masses.

Les coups de poker entre les pays de l'Ouest et de l'Est permettent quelquefois, aux pays sous tutelle de desserrer le joug et d'obtenir un semblant d'indépendance, satisfaisant ainsi une partie de la poussée populaire. L'affaire du canal de Suez peut servir d'exemple aux joutes internationales et à l'attitude des dirigeants du tiers-monde : Les anglais et les français voulaient s'approprier les gisements pétroliers des pays arabes et ils l'auraient fait si les dirigeants russes n'avaient pas avancé leurs pions sur l'échiquier. L'équilibre Est-Ouest restait sauf, d'une part, et d'autre part cela servait les intérêts de la Russie qui cherchait à se poser en libérateur vis-à-vis de l'extérieur et de sa propagande pour agrandir son influence et masquer ainsi ses sévices sur les pays qu'elle dominait, qu'elle colonisait idéolo-militairement. En contrepartie de cette aide, les dirigeants arabes, comme par la suite les pays exploités, prenaient une phraséologie marxiste même si les membres des partis communistes de leur pays étaient en prison ou ces partis non autorisés.

On voit, d'une part, les peuples qui savent que leur salut est dans une indépendance réelle et qui ont la volonté d'œuvrer pour elle et, d'autre part, les Etats, ceux du tiers-monde compris, qui veulent se conserver en conservant le système économique en cours, donc le système social.

La société est faite d'hommes non de structures rigides

Comme on l'a vu plus haut pour les sociétés occidentales, ce sont les aspirations des hommes qui font augmenter la capacité économique d'une société. Comme nous le voyons maintenant, ce sont ces mêmes hommes dans les pays pauvres qui par leur aspiration au bien-être, à la liberté, poussent ces pays vers l'émancipation économique et sociale. Ces peuples peuvent, parce qu'ils touchent à l'essentiel de la survie de la société économique actuelle, réussir (ce que la part trop marxiste tri-continentale n'a pu faire à l'aide de la « spontanéité » dirigée des masses et la lutte de classes, ainsi que par les méthodes violentes), le sabotage, c'est-à-dire le blocage des sociétés sur-industrialisées. Ceci tendrait à prouver que le spontanéisme des individus, des groupes sociaux et des sociétés globales est supérieur aux sophismes du soi-disant déterminisme matérialiste du marxisme.

Ceci prouve aussi que le véritable moteur d'une société est l'individu et par extension le groupe, la masse d'individus, c'est à lui, c'est à eux que fait appel l'Etat, le gouvernement pour sa continuité. Mais c'est lui, c'est sa société qui peut fonctionner, vivre, produire pour et par elle-même, mettant hors des structures sociales qu'il, qu'elle aura bâties, les agioteurs, les profiteurs, les exploités, les tenants de n'importe quel pouvoir. C'est à lui, à elle de s'instituer en sociétés autonomes qui se fédèrent entre elles et s'entraident mutuellement compensant leurs faiblesses et leurs défaillances pour tel ou tel produit par l'échange.

« C'est aux sociétés à s'exécuter elles-mêmes ; qu'elles n'attendent leur salut que de leurs propres mains. La vérité n'a jamais fait défaut aux hommes, mais souvent la bonne foi et le courage, pour la reconnaître et la suivre. »

PROUDHON.
Emile RENAUDIN.

(1) Il est à noter que les U.S.A. ont poussé, tout du moins au début, les dirigeants des pays arabes à augmenter leurs prix pour rentabiliser leur propre pétrole et déséquilibrer la balance économique à leur profit.

(2) La Chine, non prévue d'abord sur l'échiquier, est entrée aussi dans le jeu des influences et a commencé son rôle de propagande sur les pays du tiers-monde, dont l'éducation politique avait été oubliée par les grands, et essaye de faire pencher les dirigeants de ces pays pour son système étatico.